



Rapport d'activité 2018

AVANT-PROPOS

L'avant-propos du précédent rapport d'activité mettait en exergue, à la fois une stabilisation de la structure, avec une équipe au complet et un cadre de référence national pour les Centres de Ressources Politique de la Ville -, l'intensité de l'activité déployée, - 103 demi-journées ou soirées proposées -, et des ambitions affirmées, à travers un projet associatif 2018-2020 articulé autour de 4 axes :

- Investir de nouveaux territoires,
- Renforcer et développer les partenariats,
- Concevoir des approches renouvelées,
- Développer et enrichir les travaux en matière de développement territorial et d'ingénierie.

Un an plus tard, un premier état des lieux se dessine, alors que 2018 a été marqué nationalement par une dynamique de co-construction initiée par le Gouvernement, - à laquelle le Pôle ressources a contribué -, qui a abouti à des engagements renouvelés de l'État en direction des habitants des quartiers prioritaires.

Une intensité toujours de mise

Avec un volume d'actions déployées similaire (40 actions pour 95 rencontres et 2254 participations cumulées), l'activité est restée particulièrement intense alors que des travaux structurants ont été mis en place avec la couverture territoriale francilienne et la refonte du site internet. De nombreux sujets, - détaillés dans le présent rapport -, ont à nouveau été investis, visant à rendre effective la co-construction, à promouvoir l'égalité et la justice sociale, à soutenir un développement économique et territorial endogène et à porter l'expression des quartiers populaires.

A la rencontre des acteurs des Yvelines

En lien avec les réflexions menées par le CGET et la Préfecture de région et dans le cadre du projet associatif, le Pôle ressources a entamé une démarche de rencontre des acteurs de la Politique de la ville dans les Yvelines. Des entretiens dédiés avec les acteurs œuvrant au développement des quartiers, - Préfecture de département, équipes Politique de la ville, acteurs associatifs -, ont permis de prendre la mesure des réalités du département, d'identifier les acteurs clés, de comprendre les dynamiques à l'œuvre et, *in fine*, de préfigurer une projection adaptée de l'action du Pôle ressources.

Un projet en cours de développement

Les travaux concernant les trois autres axes du projet associatif ont été engagés avec des avancées notables. Les partenariats développés semblent solides, - des adhésions stables, des institutions présentes et enthousiastes -, autour notamment de la capacité du Pôle ressources à se situer en proximité des territoires.

Concomitamment, l'accent est porté sur des approches visant tout autant à effectuer un pas de côté, au regard de l'actualité foisonnante de la Politique de la ville, qu'à se positionner en appui à l'ingénierie ou pour consolider les projets développés, avec notamment un engagement particulier concernant les coopérations et le travail en intelligence collective.

Enfin, initiés les années précédentes, les travaux en matière de développement territorial s'intensifient. Il s'est agi, notamment, de rapprocher les réflexions menées en matière d'économie sociale et solidaire et d'innovation sociale pour articuler développement territorial, développement urbain, développement endogène et développement durable, avec, toujours en arrière-plan, la volonté de favoriser des coopérations renouvelées.

Bonne lecture et découverte de l'ensemble de l'activité 2018 du Pôle ressources !

SOMMAIRE



La structure en 2018

Notre association _____ p. 6

Une approche transverse _____ p. 8

Notre inscription au sein du réseau national des CRPV _____ p. 8



2018 en résumé

Informier _____ p. 10

Qualifier et mettre en réseau _____ p. 16



2018 en thèmes et en actions

Politique de la ville : rendre effectives la co-construction et les coopérations _____ p. 20

Promouvoir l'égalité et la justice sociale _____ p. 30

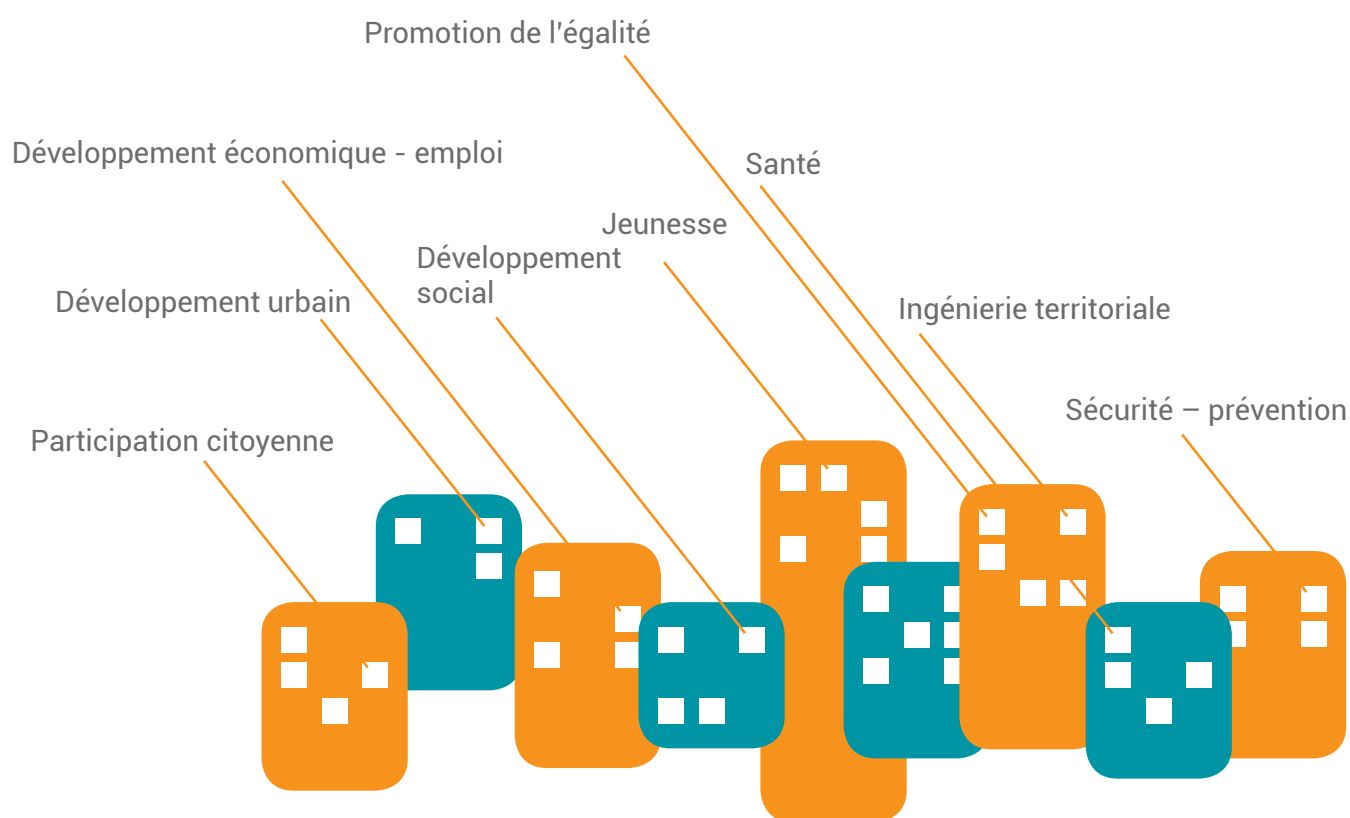
Soutenir un développement économique et territorial endogène _____ p. 36

Porter l'expression des quartiers populaires _____ p. 44





La structure en 2018



LA STRUCTURE EN 2018

Le Pôle ressources ville et développement social, un facilitateur au service des acteurs du développement des quartiers et des territoires.



Notre association

Le Pôle ressources ville et développement social est l'un des 19 Centres de ressources Politique de la ville qui composent le réseau national des CRPV. Association loi 1901 créée en 1998, elle exerce une mission de qualification, d'information et de mise en réseau auprès des professionnels, acteurs de la société civile (tels les conseils citoyens) et élus du Val d'Oise et alentours, dans les domaines du développement social et territorial. L'association inscrit son approche dans les enjeux de cohésion sociale et de réduction des inégalités sociales et territoriales.

Fait marquant de cette année, le Pôle ressources a fait peau neuve, en se dotant d'une nouvelle charte graphique, d'un nouveau logo, ainsi que d'un site internet refondé (voir page 14), et d'une nouvelle plaquette de présentation de ses missions et de son activité.



Notre équipe

est composée de 5 salariés permanents :

- ▶ Guillaume Dejardin, Directeur,
- ▶ Sindy Quéré, Chargée de mission, stratégie et développement territorial,
- ▶ Solène Huberson, Chargée de mission, participation des habitants et intelligence collective,
- ▶ Caroline Dumand, Chargée d'information, de gestion documentaire et multimédia,
- ▶ Annie Medjidi, Secrétaire-assistante.

Renforcée par 3 stagiaires

Erika Mongin, Rahma Rougui et Gabriel Czarnobroda, pour des missions relatives respectivement, aux enjeux de la Politique de la ville dans les Yvelines, à l'impact de la démarche d'évaluation participative menée avec l'agglomération Roissy Pays de France et à la vie associative dans les quartiers prioritaires.

Nos adhérents

L'adhésion est l'une des formes de soutien que compte le Pôle ressources afin de mener à bien l'ensemble de ses activités et garantir le développement de ses missions. Parmi nos adhérents : des collectivités territoriales, des agences publiques, des organismes et bailleurs sociaux, des associations, des professionnels et experts de la Politique de la ville et du développement local urbain, mais aussi des membres de la société civile.

Associations et bailleurs sociaux

Association Ami Services ; APES ; Centre de Services aux Associations ; Fédération des Centres Sociaux du Val d'Oise ; Les Francas du Val d'Oise ; La Sauvegarde 95 ; Association promotion pédagogie et Culture.

Ils ont adhéré en 2018 :

Conseil citoyens des Louvrais ; Fédération des MJC du Val d'Oise ; Imaj 95 ; Initiative 95 ; Le Trait d'Union.

Individuels

Gisèle Baron ; Sylvie Collinet ; Djamila Hamiani ; Daniel Jaar ; Gilles Jeanmougin ; Daniéla Pennini ; Emmanuel Potier ; Guy Rousseau ; Jean-Sébastien Zitzow.

Collectivités territoriales

Villes : Argenteuil ; Arnouville ; Bezons ; Bouffémont ; Deuil-la-Barre ; Éragny-sur-Oise ; Ermont ; Fosses ; Garges-lès-Gonnesse ; Gonnesse ; Goussainville ; Jouy-le-Moutier ; Louvres ; Montmagny ; Montigny-lès-Cormeilles ; Osny ; Persan ; Pontoise ; Sarcelles ; Soisy-sous-Montmorency ; Taverny ; Vauréal ; Villiers-le-Bel ;

Communautés d'Agglomérations :

Cergy-Pontoise ; Roissy Pays de France.

Nos membres

L'association est administrée par un Conseil d'administration composé au maximum de quinze membres, ayant voie délibérative, dont des membres de droit et des membres adhérents.

Personnes morales

- ▶ Ville de Taverny, représentée par Catherine Chapelle, Adjointe au Maire déléguée au logement,
- ▶ Ville de Villiers-le-Bel, représentée par Lydia Jean, Adjointe au Maire déléguée à la Politique de la ville,
- ▶ Ville de Goussainville, représentée par Michaël De Smet, Directeur vie des quartiers et vie associative,
- ▶ Centre de services aux associations, représenté par Bilal Gherghout, Directeur,
- ▶ Fédération des Centres sociaux du Val d'Oise, représentée par Nabil Kouidi, Président,
- ▶ Imaj 95, représentée par Bruno Dumas, Directeur,
- ▶ Initiative 95, représentée par Cyril Baraban, Directeur,
- ▶ Conseil citoyen des Louvrais, Pontoise, représenté par Gisèle Baron, Présidente.

A titre individuel

- ▶ Sylvie Collinet, Cheffe de projet politique de la ville (collectivité locale),
- ▶ Daniëla Pennini, Architecte - Urbaniste,
- ▶ Krystyna Famery, Retraitée du secteur de la prévention spécialisée,
- ▶ Gilles Jeanmougin, Administrateur du CPCV (association d'éducation populaire),
- ▶ Emmanuel Potier, Directeur Général Adjoint - direction des services à la population (collectivité locale),
- ▶ Jean-Sébastien Zitzow, Chargé de mission emploi et formation (collectivité locale).

Membres de droit

Caisse des Dépôts et Consignations (membre de droit), représentée par Claude Kerjean, Chargé de développement territorial du Val d'Oise et la région Île-de-France.

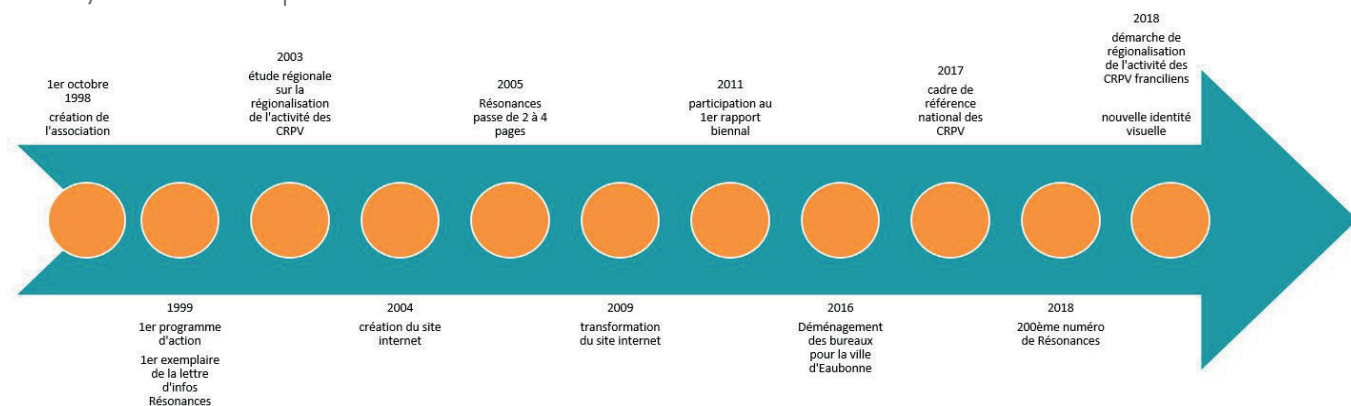
Nos financeurs

- ▶ Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET),
- ▶ Caisse des Dépôts et Consignations (CDC),
- ▶ Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep),
- ▶ Agence Régionale de Santé (ARS) d'Île-de-France,
- ▶ Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS) d'Île-de-France,
- ▶ Caisse d'Allocations Familiales (CAF) du Val d'Oise,
- ▶ Préfecture du Val d'Oise,
- ▶ Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) du Val d'Oise.



L'association a fêté 20 années d'existence en 2018 !

A cette occasion, la nouvelle identité visuelle du Pôle ressources a été dévoilée. Différentes fresques ont été réalisées, dont une rétrospective des dates clés de l'association.



LA STRUCTURE EN 2018

Une approche transverse

A travers son action, le Pôle ressources travaille à la mise en oeuvre de politiques publiques complexes et transversales qui demandent la mobilisation d'acteurs multiples (élus, institutions, collectivités, habitants, associations) dont les champs et les niveaux d'intervention ainsi que les modalités de travail se distinguent par leur diversité. L'approche portée s'inscrit dès lors dans une démarche pluri-thématique dans ses enjeux (écoute et participation des habitants, lutte contre les discriminations, attractivité des territoires...) cherchant à réunir les différents acteurs.

En 2018, cela s'est notamment traduit par un appui large aux acteurs des territoires.

L'activité déployée pour porter cette approche transverse s'appuie conjointement sur des logiques de production et de diffusion d'informations, ainsi que sur la mise en place d'espaces de travail thématiques prenant la forme d'ateliers, de cycles de qualification ou de formations, l'animation de réseaux de professionnels, des journées thématiques et par l'appui aux démarches portées par les acteurs des territoires (collectivités, État, associations...). Ce dernier volet tend à gagner en volume, avec un positionnement spécifique qu'il est possible de qualifier, de " faire avec ", visant tout à la fois la qualification chemin faisant, la facilitation des coopérations et la production de connaissances transférables par le biais de capitalisations notamment.

Notre inscription au sein du réseau national des Centres de Ressources Politique de la Ville

Constitués en réseau national, les CRPV, soutenus par le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET), mutualisent leurs compétences pour élaborer des outils, dégager des analyses et des propositions communes à partir de leurs connaissances des réalités de terrain. Ce travail du réseau est valorisé via un portail national (voir page 15).

En 2018, cette dynamique s'est exprimée par exemple :

► par la production, à l'occasion de la mobilisation nationale pour les quartiers, d'un film, qui a repositionné les missions et



l'engagement des CRPV, soulignant leur accompagnement des acteurs à faire la ville ensemble depuis vingt-cinq ans,

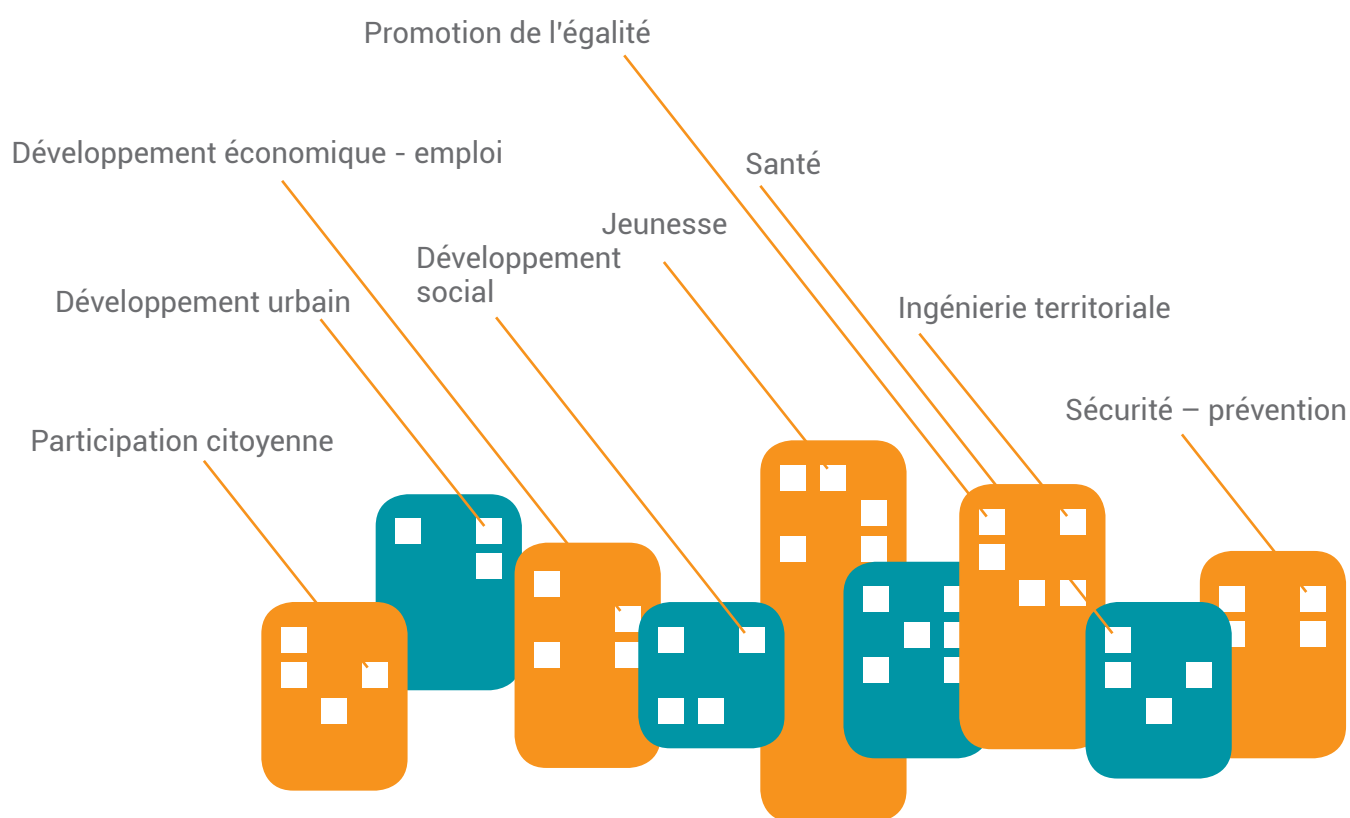
► par la mise en réseau des équipes des CRPV, via une rencontre, qui s'est déroulée les 14 et 15 juin 2018. Ce regroupement a été l'occasion pour les CRPV de pouvoir témoigner de leurs pratiques via le format Barcamp (Méthode d'animation qui permet aux participants volontaires de présenter en 30 secondes à travers un pitch dynamique, un sujet puis de l'approfondir avec un petit groupe pendant 30 minutes). Par vagues successives, c'est près d'une cinquantaine de projets qui ont été présentés, témoins de la grande diversité des actions des CRPV.

► Par ailleurs, trois synthèses ont été réalisées conjointement cette année avec le CGET, sur les thèmes des Programmes de Réussite Éducative - PRE -, de la rénovation urbaine et la participation des habitants, et enfin sur l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville.

► Cette coopération s'exprime également dans les missions d'information, par des outils de veille mutualisés, visant la mise à disposition de ressources et d'actualités. (panorama de presse Politique de la ville, club de veille...). En 2018, un important travail autour de la base documentaire Cosoter a été effectué, afin, à l'occasion de ses 10 ans d'existence, de la rendre plus visible et plus attractive. (voir page 15).



2018 en résumé



INFORMER



Le Pôle ressources poursuit une mission d'information à l'attention des acteurs de la Politique de la ville et du développement social, qui se matérialise par le biais de différents outils et ressources : diffusion d'une lettre d'information mensuelle ; capitalisation et diffusion de savoirs et d'expériences innovantes dans les territoires, notamment via des fiches expériences ; publications, capitalisations issues d'actions menées par le Pôle ressources ; service « info-doc » (voir ci-dessous).

Le service info doc

Ce service gratuit vise à répondre aux besoins d'information qui émanent des acteurs de la Politique de la ville et du développement social. Le service info-doc correspond, le plus souvent, à un travail de recueil et de synthèse d'informations, de repérage d'expériences, de personnes et de lieux-ressources.

Les réponses apportées peuvent consister en :

- la recherche de documents ressources,
- l'élaboration d'outils : dossiers thématiques, bibliographies...
- l'orientation vers les services ou les personnes, professionnels et acteurs ressources pertinents sur le territoire, ou encore le repérage d'intervenants (sociologues, experts, etc.) sur un thème donné,
- la diffusion d'offres d'emplois ou aide à la recherche d'emploi.



Les demandes en quelques illustrations

En 2018, plusieurs demandes ont concerné la méthodologie d'animation : « comment animer autrement ? » ; « quels formats pour l'animation de réunions participatives ? », ou des conseils en termes d'animation dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville. Ceci peut s'expliquer par les formats d'animation que développe le Pôle ressources autour des questions de méthodes d'intelligence collective, d'animation participative. Par ailleurs, plusieurs demandes émanaient de conseils citoyens. Certaines concernaient la communication et les outils s'y rapportant ; « comment mieux communiquer sur son conseil citoyen ? », ou « comment gagner en visibilité sur internet ? ».

D'autres étaient plus en lien avec la méthodologie « comment se constituer en association ? » ; ou encore, certaines portaient sur des recherches d'expériences inspirantes portées par ou avec des conseils citoyens.

Quelques demandes ciblées étaient en lien avec la santé : recherche d'intervenants sur les relations filles/garçons et la prévention des infections sexuellement transmissibles ; recherche d'intervenants pour informer sur le diabète, ou encore conseils sur les enjeux de territorialisation des politiques de santé.

Des sollicitations concernaient la Politique de la ville : rapports annuels ; expérimentations comme Territoire zéro chômeur longue durée.

39 % de
demandes concernent
le territoire

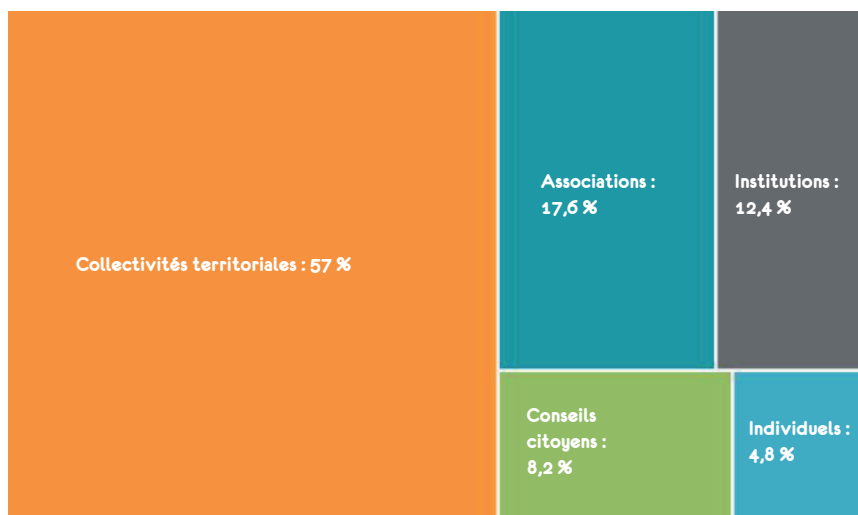
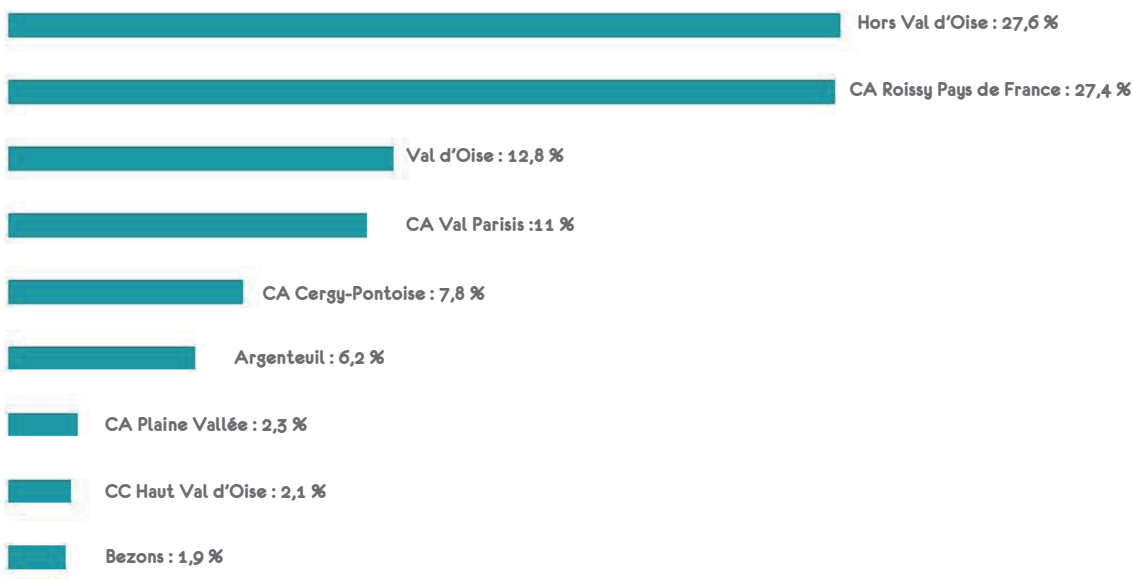


Cette information ne se dément pas : en 2017, 32 % des demandes concernaient le département ; en 2018 ce sont 39 % des demandes qui sont en lien avec le Val d'Oise :

des recherches de documents ressources - annexes prévention de la radicalisation ; une demande de consultation de documents à l'espace documentaire sur l'histoire des grands ensembles à Sarcelles et à Garges-lès-Gonesse ; les contacts des coordinateurs linguistiques sur le territoire ou la recherche d'intervenants techniques pour la mise en place de chantiers éducatifs ; une recherche d'expériences de médiations par les pairs portées dans le Val d'Oise ou des expériences en lien avec la réussite éducative et la lutte contre le décrochage scolaire.

Les demandes en quelques chiffres

Origine géographique des demandes



Profil des demandeurs

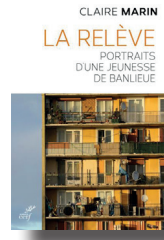
Les collectivités territoriales sont très majoritairement celles qui sollicitent le service info doc (plus de la moitié des demandes), suivies par les associations avec près de 18 % de sollicitations. Les conseils citoyens représentent plus de 8 % des utilisateurs, (7,5 % en 2017) chiffre qui indique leur investissement croissant et le fait qu'ils identifient l'association comme une ressource dans le cadre de leurs missions.

Le centre de documentation

Il regroupe des documents - ouvrages, abonnements à des revues, outils, DVD... -, sur les thématiques du développement territorial, de la Politique de la ville, de ressources en lien avec le territoire, disponibles en prêt ou en consultation sur place.

Le service info-doc peut, parmi les réponses apportées à une demande d'information, proposer le prêt d'ouvrages, la mise à disposition d'articles repérés dans des magazines, revues, auquel il est abonné - le Journal de l'Action Sociale, Alternatives économiques, la Gazette des communes, Urbanisme ... -

En 2018, pour exemples, ont rejoint les rayonnages du centre documentaire :



➤ Résonances, la lettre d'information

Résonances est la lettre d'information du Pôle ressources. Chaque mois, celle-ci présente l'activité du Pôle ressources (en page 1) ; traite de l'actualité de la Politique de la ville et du développement social et territorial au niveau national et local, (en page 2) ; valorise par une fiche expérience une initiative portée en Val d'Oise, (en page 3) et repère des ressources (site web, émission radio, ouvrages...) (en page 4).



Résonances a fêté en mars 2018 son 200^{ème} numéro ! Elle est adressée à près de 4000 professionnels de la Politique de la ville et du développement social. Une rétrospective de son évolution au fil des années a été présentée lors des 20 ans du Pôle.

➤ Les fiches expériences en 2018

Le Pôle ressources consacre chaque mois la 3^{ème} page de sa lettre d'information Résonances à la valorisation d'une expérience locale en lien avec la Politique de la ville, le développement social et territorial, portée dans le Val d'Oise. Sous forme d'articles, ces fiches expériences restituent les échanges issus d'entretiens menés auprès de porteurs de projet. Elles rendent compte d'une démarche inscrite dans le temps : genèse, partenariats engagés, forces et/ou difficultés ayant pu être rencontrées, perspectives (le cas échéant). Les articles s'attachent à varier les thèmes et les porteurs de projets - collectivités territoriales, associations, institutions, bailleurs sociaux du Val d'Oise... -, ainsi que les territoires d'action, tout en donnant à voir la diversité et la richesse des initiatives, ainsi que le dynamisme à l'oeuvre et la capacité à innover face aux défis rencontrés.



En 2018, 10 fiches expériences ont ainsi été réalisées :

- Le conseil citoyen des Sarments-Nérins sensibilise les habitants à une meilleure gestion des déchets, Conseil citoyen des Sarments-Nérins, Taverny, Janvier,
- Une expérience pour promouvoir la place et l'image des femmes des quartiers, Municipalité de Saint-Gratien, Février,
- La lutte contre les discriminations (lcd) : une ambition globale et transversale portée par l'agglomération, Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France, Mars,
- Cartographier le quartier de la Fauconnière : le projet de la 5^{ème} promotion de la fabrique du numérique, Fabrique du Numérique, Municipalité de Gonesse, Avril,
- Un projet de lutte contre les inégalités d'accès aux soins mené par le Secours populaire, Antenne vadoisienne de l'association Secours populaire, Saint-Ouen l'Aumône/Val d'Oise, Mai,
- Le challenge " 7 jours sans écran " : une initiative coordonnée par le CLSM Haut Val d'Oise, Conseil Local de Santé Mentale, Communauté de communes Haut Val d'Oise, Juin,
- Co-construire une démarche de Gestion urbaine et sociale de proximité (GUSP) par le biais d'un cycle de rencontres inter-acteurs, Municipalité de Montigny-lès-Cormeilles, Juillet/Août,
- Une démarche pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle par le biais d'outils d'aide à la mobilité, Association Aiguillage, Val Parisis, Septembre,
- Les jumelages entre établissements publics culturels (EPC) et zones de sécurité prioritaires franciliennes (ZSP) : l'exemple du Val-d'Argent, Municipalité d'Argenteuil, Octobre,
- « Bien vieillir dans son logement » : une démarche expérimentale menée par le bailleur Emmaüs Habitat, bailleur social Emmaüs Habitat, Saint-Ouen l'Aumône, Novembre-Décembre.

► Un recueil des fiches expériences 2018

La totalité des fiches expériences de cette année est à retrouver au sein de ce recueil 2018, habillé de la nouvelle charte graphique du Pôle ressources, en libre accès sur le site. Le recueil a également été édité en version imprimée, à 300 exemplaires.



► Les publications en 2018

Le Pôle ressources réalise et publie des documents liés aux travaux menés au cours de l'année, en lien avec les thématiques abordées. Il peut s'agir d'outils, de synthèses, d'études locales, de fiches thématiques... dont l'ensemble se trouve en libre accès sur le site de l'association. Des « dossiers du participant » peuvent par ailleurs être réalisés dans le cadre d'espaces de travail, visant à appuyer les réflexions.

Les conventions TFPB : quel bilan après 3 ans de mise en œuvre locale ?, décembre, 8 p

Au travers d'une note synthétique, le Pôle ressources porte un regard sur 3 années de mise en œuvre locale des conventions TFPB, à partir du point de vue croisé des techniciens des collectivités en charge de cette question (voir page 24).

De l'aide alimentaire au droit à l'alimentation : quelles collaborations locales ?, novembre, 38 p

Le Pôle ressources et Fabrique Territoires Santé ont organisé en septembre 2018, une matinée d'échanges avec les acteurs du Val d'Oise autour du thème de l'alimentation. En s'appuyant sur des présentations d'actions locales, ce temps a interrogé les formes de l'aide alimentaire et leurs capacités à améliorer l'accessibilité pour tous à une alimentation de qualité.

Gouvernance des contrats de ville. Réalités, enjeux et perspectives en Val d'Oise, juillet, 20 p

Cette contribution s'appuie sur une enquête menée d'avril à septembre 2017 par l'équipe du Pôle ressources et un étudiant en Master 2 « Conduite et évaluation des politiques publiques » au sein de l'université Paris 13. Elle présente un état des lieux des réalités, des dynamiques à l'œuvre, et préconise des réflexions, des travaux à mener pour renforcer le pilotage local des politiques de résorption des inégalités sociales sur les territoires et de développement des quartiers.

Vers une image plus juste des quartiers, mars, 12 p

Les actes de la rencontre territoriale du 15 février 2018, organisée sous la forme d'un forum contributif par la Préfecture du Val d'Oise, en partenariat avec le Pôle ressources, restituent les apports de ces temps, dédiés à l'image des quartiers prioritaires du département.

Guide pratique des Programmes de Réussite Éducative en Val d'Oise, mars, 29 p

Ce guide, fruit d'un travail collectif animé par le Pôle ressources de juillet 2017 à février 2018, a réuni la Préfecture du Val d'Oise, le Conseil départemental, la Caisse d'allocations familiales, l'Éducation nationale ainsi que les coordonnateurs des PRE. Il vise à donner une vision globale de l'action des PRE dans le Val d'Oise et à apporter une meilleure connaissance des modalités d'intervention de ceux-ci.

Développement économique et Politique de la ville. Focus sur les contrats de ville du Val d'Oise, janvier, 8 p

Cette note propose, à travers une lecture croisée, une analyse des objectifs et axes stratégiques des piliers « développement de l'activité économique et de l'emploi » des contrats de ville dans le Val d'Oise. Elle est complétée d'une bibliographie indicative en lien avec la journée organisée par le Pôle ressources le 16 janvier 2018, « les quartiers prioritaires, des alliés du développement économique territorial ».

ZOOM
SUR ...

Quelle prise en compte de la santé mentale dans les quartiers ?, novembre, 39 p

Ce dossier du Pôle ressources, issu notamment d'une journée thématique dédiée organisée en 2017, paru en novembre 2018, est le premier à arborer la nouvelle identité visuelle et charte graphique du Pôle ressources. (Voir page 31).



► En 2018, les outils de communication du Pôle ressources renouvelés

Une nouvelle charte graphique et un nouveau logo

L'identité graphique du Pôle ressources a été repensée et modernisée, dans l'idée de permettre une identification rapide de l'association et de produire des documents plus homogènes et visuels.

Le site internet du Pôle ressources

Le site est un outil de communication, une « vitrine » des activités et publications émises par le Pôle ressources. Les visiteurs doivent identifier rapidement rôle et actions de l'association. Parmi les objectifs de la refonte du site, « moderniser » celui-ci, dont la dernière mouture datait de 2009. De fait, il devenait peu ergonomique et lisible.

Le Pôle ressources a donc souhaité simplifier l'accès aux informations pour une plus grande lisibilité et dynamisme. Les entrées ont été réduites. Coté navigation et charte graphique, il a fallu repenser et réorganiser l'architecture du site pour faciliter l'accès aux contenus ; alléger visuellement la page d'accueil, mettre en avant les informations relatives aux publications et actions de l'association ; simplifier la navigation pour qu'elle soit plus intuitive et attractive ; valoriser la lettre d'information sur le site ainsi que la possibilité de s'y abonner.

Pôle Ressources
Ville et développement social

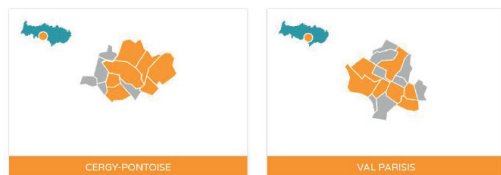


A PROPOS DU PÔLE NOS ACTIONS NOS PUBLICATIONS QPV DU VAL D'OISE



LA POLITIQUE DE LA VILLE EN VAL D'OISE

La réforme de la Politique de la ville, inscrite par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 24 février 2018, vise à recentrer les moyens au bénéfice des quartiers où se concentrent les populations les plus en difficulté (1 300 quartiers contre 2 500 avant la réforme). Ces nouveaux quartiers prioritaires sont choisis sur la base d'un critère unique de mesure relative des habitants. Dans le Val d'Oise, 21 024 habitants résident dans les 42 quartiers prioritaires, dont les 292 quartiers prioritaires qui compte le nombre géographique prioritaire d'Île-de-France ce qui correspond à 1,74% de la population totale du territoire. Leur situation (au sein de 7 intercommunalités et 25 communes) est très inégale dans un département marqué par la diversité : zones urbaines denses, zones rurales (habitats dispersés), villes et villages périurbains.



Le site internet a également consacré une entrée spécifique à la Politique de la ville en Val d'Oise, sous forme de "cartographie dynamique", par intercommunalité, avec pour chaque quartier prioritaire, des éléments d'information présentés sous forme de fiche d'identité de quartier (vie de quartier, habitat social...).

Une dizaine de réunions avec le studio de création Bwat, dont deux en présentiel dans leurs locaux, ont par ailleurs été nécessaires en amont, afin d'imaginer l'architecture du site, les rubriques et informations à y insérer. Une journée a été consacrée à la formation au logiciel permettant d'alimenter quotidiennement le site.

Une présentation au conseil d'administration de l'association a été réalisée en « avant-première » le 11 octobre 2018.

► Les outils collaboratifs du réseau des CRPV

Panorama de presse dédié à la Politique de la ville du Réseau National des CRPV

Le réseau des Centres de Ressources Politique de la ville en France réalise depuis 2013 un panorama de presse quotidien en ligne dédié à la Politique de la ville, via un outil collaboratif, "scoop-it". Les chargés d'information du réseau national relayent à tour de rôle des actualités de portée nationale de la presse écrite, audio et vidéo (synthèses, analyses de journalistes, chercheurs, témoignages d'acteurs...) pour comprendre les débats qui traversent ce champ des politiques publiques.

www.scoop.it/actu-politiquedelaville

La plate-forme du réseau national des Centres de Ressources Politique de la Ville

Le réseau s'est doté en 2017 d'un site portail, alimenté par les différents CRPV. Il s'inscrit dans le prolongement de la réalisation du cadre de référence des CRPV. Il répond ainsi aux enjeux de lisibilité et visibilité des centres de ressources politique de la ville et permet de rendre compte des dynamiques de coopération existantes et à venir. Au fil des pages et rubriques sont présentées les singularités des CRPV et leurs traits communs, les productions individuelles et collectives. **En 2018, 17248 pages ont été visitées sur le portail.**

<http://www.reseau-crpv.fr>

Le club de veille sous Diigo

Chaque Centre de Ressources Politique de la Ville réalise une veille afin d'alimenter sa réflexion interne, nourrir les actions menées et informer ses acteurs. Le « Club de veille », constitué en 2011, est parti du principe que plus de personnes veillent, moins le temps consacré par chacun à veiller est important. La démarche proposée vise donc à permettre d'optimiser le temps dans le repérage de l'information afin de mieux l'investir dans le traitement. Au-delà, elle permet une ouverture à d'autres informations (autres sujets, autres sources). Ce travail génère une stimulation inter-centres par le renouvellement des pratiques et la concrétisation de la coopération. Il est alimenté selon une répartition des sources actée collégialement.

COSOTER : Base de données documentaires sur la cohésion sociale et territoriale

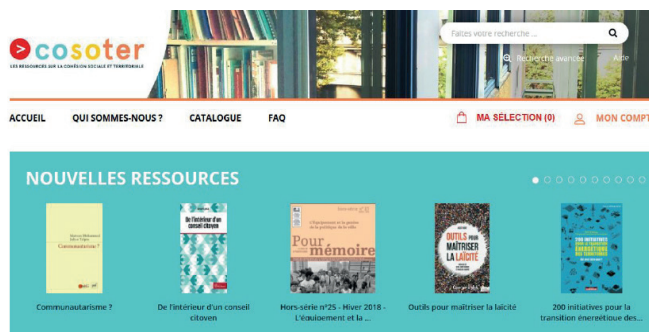
ZOOM
SUR ...

Cosoter est un réseau de professionnels et une base en ligne de ressources, sur les champs de la cohésion sociale et territoriale, créée en 2009. Les Centres de Ressources

Politique de la Ville du réseau national qui en sont membres l'alimentent quotidiennement. Par le biais de cet outil commun, les CRPV participants donnent à voir la richesse des ressources qu'ils produisent et/ou acquièrent (disponibles en téléchargement

ou en prêt). Le portail a fait l'objet en 2018 d'une refonte, pour le rendre plus agréable visuellement et ergonomiquement. En effet, il n'existe désormais que deux types de recherches (simple et avancée) et dix thématiques (thèmes du moment) ont été mises en avant en page d'accueil contenant les dernières nouveautés. Un travail collaboratif a été effectué pour repenser les rubriques et contenus du portail. Des groupes de travail ont repensé et réécrits certaines des rubriques, par exemple, la Foire aux Questions (FAQ).

<http://cosoter-ressources.info>



En 2018, pendant la rencontre des équipes, l'un des sujets proposés lors du barcamp était la présentation des outils mutualisés du réseau des CRPV.

Et, en 2019, à l'occasion des 10 ans d'existence de la base documentaire, se tiendra une campagne de communication commune du réseau des CRPV de l'outil renouvelé (à suivre, donc...)

QUALIFIER & METTRE EN RÉSEAU

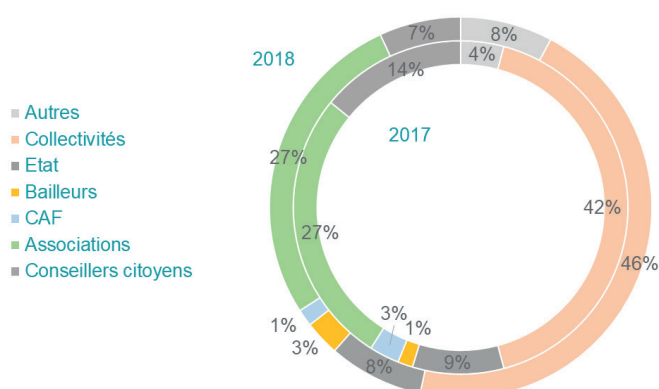


Le Pôle ressources poursuit une mission de mise en réseau et de qualification des acteurs œuvrant au développement des quartiers, qui se matérialise par la mise en place d'espaces de travail prenant des formes adaptées aux sujets abordés : cycles de qualification, appuis aux territoires, ateliers, journées thématiques... Cette mission s'adresse tout autant aux acteurs spécifiques de la Politique de la ville qu'à leurs partenaires, avec pour enjeu un renforcement mutuel à partir du croisement des regards.

► Les espaces de travail en chiffres

Au cours de l'année 2018, **1305 participants ont été recensés sur un ou plusieurs des espaces de travail organisés, pour 2254 participations cumulées**. En comparaison avec l'année précédente, ces chiffres témoignent d'une forte augmentation de la fréquentation : + 26% de participations uniques, + 36% de participation, en lien notamment avec des démarches importantes comme l'accompagnement de l'EPT Boucle Nord de Seine dans sa démarche d'évaluation à mi-parcours des contrats de ville du territoire (613 présences cumulées) ou le travail mené avec la Préfecture du Val d'Oise sur l'image des quartiers prioritaires (240 présences cumulées). A l'instar des années passées, cette participation est à considérer au regard des formats de travail, de la nature des démarches engagées et des sujets traités. En effet, 40 actions ont été développées, correspondant à 95 demi-journées ou soirées, avec une participation allant de 5 à 150 personnes.

Typologie des participants



Au-delà de ces premiers chiffres globaux, l'analyse de la participation [graphique 1 et 2] fait ressortir les principaux bénéficiaires des actions de qualification mises en place par le Pôle ressources :

Les collectivités (42% en 2017, 46% en 2018)

Les collectivités sont assez logiquement en tête, avec des acteurs dédiés à la Politique de la ville (chefs de projet, agents de développement local, coordonnateurs ou référents des Programme de réussite éducative, coordonnateurs des Ateliers santé ville, chargés de gestion urbaine et sociale de proximité...) et des services de droit commun également très mobilisés.

Au sein des collectivités, ce sont toujours les villes qui sont le plus représentées (81%). Le pilotage de la Politique de la ville, depuis la loi Lamy (2014) est situé à l'échelle intercommunale. Pour autant, la ville demeure la référence de proximité et d'opérationnalité, notamment pour les sujets relatifs au lien social et au cadre de vie.

Les associations (27% en 2017, 25% en 2018)

Les actions déployées permettent de mobiliser des associations de nature très différente avec des acteurs structurants (fédérations, Initiative 95...) à l'échelle du département ou d'un territoire, des acteurs intervenant dans le cadre de politiques publiques spécifiques (prévention spécialisée, protection de l'enfance) mais aussi des structures de proximité oeuvrant au cœur des quartiers (centres sociaux, médiation sociale et/ou scolaire...).

Les services de l'État (9% en 2017, 8% en 2018)

Les acteurs spécifiques de la Politique de la ville (délégués du Préfet, CGET, Préfet délégué pour l'Égalité des chances, Sous-préfet ville) sont bien évidemment représentés (autour de 20% des acteurs de l'État participant aux actions mises en place par le Pôle ressources en 2018.)

Les 80% restant mettent en évidence la pluralité des services, mis en mouvement par les sujets travaillés dans le cadre de la Politique de la ville. Ainsi sont représentés la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS), la DIRECCTE, la Protection Judiciaire de la Jeunesse PJJ, le SPIP, la DSDEN (Éducation nationale) ainsi que des agences comme l'Agence Régionale de Santé (ARS) ou Pôle Emploi.

A noter, la présence de services de l'État des Hauts-de-Seine en lien avec la démarche d'évaluation participative des contrats de ville de l'EPT Boucle Nord de Seine.

Les conseillers citoyens (14% en 2017, 7% en 2018)

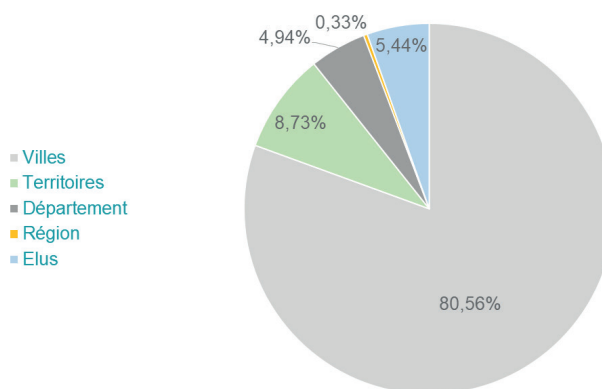
Cette diminution témoigne-t-elle de l'essoufflement des conseils citoyens perçu dans plusieurs territoires et à l'échelle nationale ?

Cette baisse de fréquentation de la part des conseils citoyens est plus intéressante à observer à partir des chiffres absolus : 146 conseillers citoyens en 2017 pour 90 en 2018. Bien que la diminution soit significative, elle est moins flagrante que le laisse entendre le pourcentage qui témoigne d'une forte augmentation des autres types d'acteurs. De plus, cette année, une distinction plus nette a été effectuée entre le collègue habitant et le collègue acteurs locaux qui a intégré pleinement le champ « associations ». Pour autant, il est constaté un resserrement des conseillers citoyens au sein des espaces de travail proposés, de la même manière qu'est constaté la constitution de « noyaux durs » au sein des territoires. Le report à février 2019 de la journée départementale des conseils citoyens constitue également une explication.

Deux éléments de satisfaction en matière de participation ne résident pas dans les dimensions quantitatives. En effet, en effectuant une analyse plus détaillée, il est particulièrement intéressant de noter, au sein de chaque espace de travail, la présence d'acteurs spécifiques à la Politique de la ville, d'associations et d'acteurs de droit commun. Cette politique publique mise sur une mobilisation conjointe de tous au service des habitants des quartiers. Cela passe par la construction de coopérations qui ne vont pas de soi et qui demandent une compréhension partagée des missions et réalités de chacun. Une des réponses à cet enjeu réside dans la capacité du Pôle ressources à créer des « espaces de frottement » permettant d'accompagner les réflexions et les démarches opérationnelles.

Le second élément réside dans la manière dont les actions déployées sont utilisées. La très grande majorité des acteurs (80%) n'a participé qu'à un ou deux des temps des espaces de travail proposés, au regard de leurs disponibilités et des thématiques abordées. A l'opposé, une part significative des participants utilisent largement le panel des actions déployées. Il s'agit principalement d'acteurs en prise directe avec la Politique de la ville (Délégués du Préfet, chefs de projets, conseillers citoyens) mais aussi d'acteurs associatifs de proximité.

Détail des collectivités (595 participants)

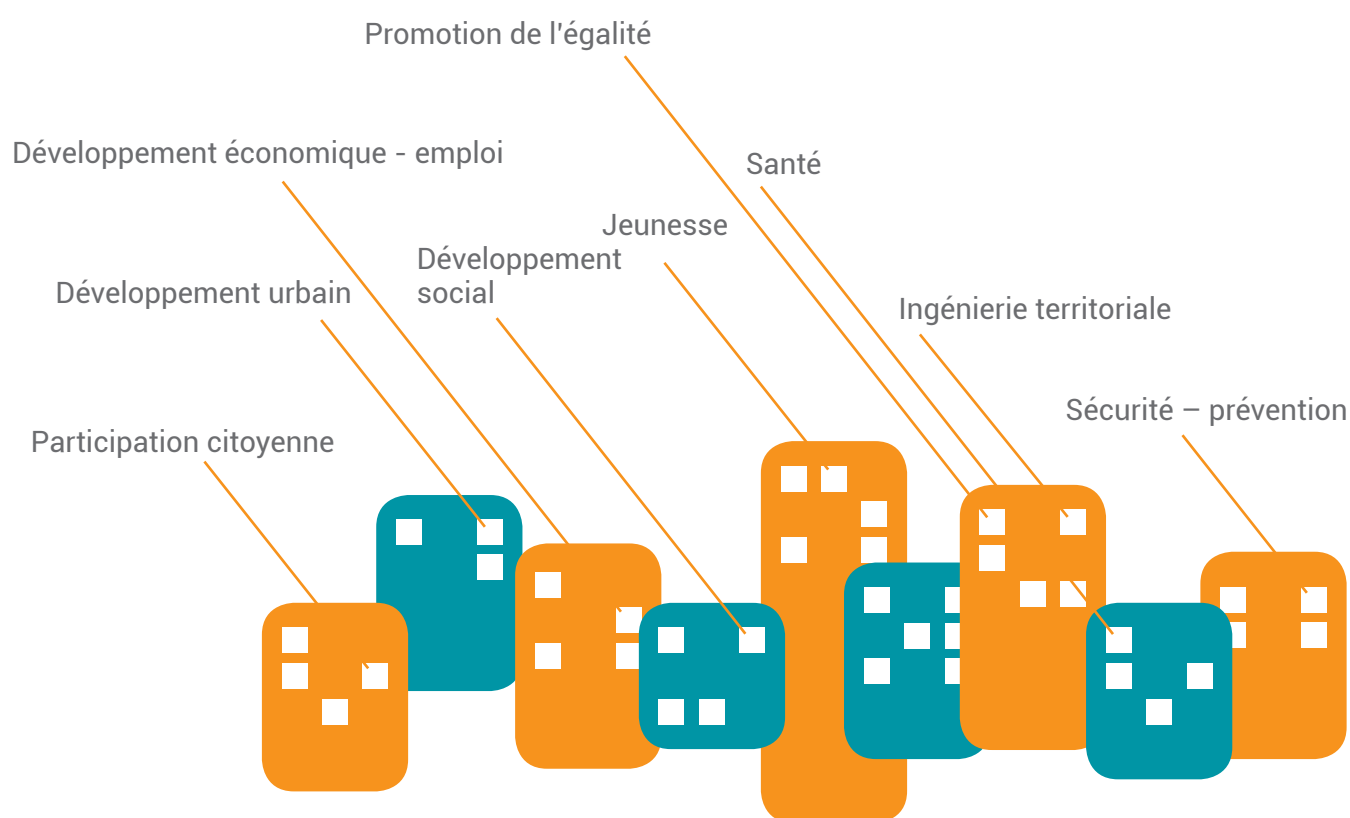


QUALIFIER & METTRE EN RÉSEAU

Actions	Nb. d'actions	Nb. de demi-journées	Partic.(points cumulés)
Appui des partenaires et adhérents dans leurs réflexions, démarches collectives structurantes. Le Pôle ressources joue un rôle de facilitateur, de garant, d'animation			
Accompagnement des porteurs de projet d'Argenteuil	1	2	N/C
Cycle de travail sur les questions de décrochage scolaire et de réussite éducative	1	2	25
Séminaire de la Création d'activité de la communauté d'agglomération Val Parisis	1	2	44
Évaluation à mi-parcours des contrats de ville de l'EPT Boucle Nord de Seine (EPT5)	1	6	613
Évaluation à mi-parcours du contrat de Ville Roissy Pays de France	1	3	113
Co-construction de la conférence dédiée à l'emploi mutualist. Mois de l'ESR Roissy Pays de France	1	1	41
Ateliers : Temps sur un sujet thématique visant à renforcer les pratiques à partir d'expériences et de la mise au travail des participants			
Promotion de l'égalité et lutte contre les discriminations	1	1	15
Innovation sociale, appropriation et mise en pratiques : projets RER et Foodlab	1	2	14
Méthodes d'intelligence collective	1	5	43
Pour une image plus juste des quartiers du Val d'Oise	1	5	240
Cycles de qualification et formations : Formats sur plusieurs demi-journées, dédiés à une thématique complexe pour se forger une culture du sujet tout en croisant les regards et en privilégiant les approches inter-acteurs			
Accompagnement Conseil citoyen de Parisan	1	1	5
Animation participative d'un groupe de travail	4	8	47
Cycle de qualification des conseils citoyens : 4 séminaires thématiques	1	4	127
« Initiation à la facilitation graphique »	1	2	14
Intégration Conseil citoyen (Argenteuil, Banneux)	2	3	13
Intégration des Conseils de quartier de Goussainville	1	2	26
Valeurs de la République et laïcité	2	8	26
Vers une rencontre départementale des acteurs de la jeunesse	1	6	129
Groupes de pairs : Espaces récurrents réunissant des professionnels par approche métier ou thématique, visant à construire collectivement des réflexions et des modes d'intervention, en vue d'améliorer les pratiques et l'exercice des missions			
Chef de projet et équipes Politique de la ville	1	2	17
Coordonnateurs PRE	1	2	16
Directeurs des CCAS	1	1	3
Référents ASV/CLS/CLSM	1	4	24
Référents de parcours PRE	1	2	17
Journées thématiques, séminaires, études en débat : Rencontres interrogeant la société, des notions et des concepts ou des études, au regard de travaux de chercheurs, d'experts, confrontés aux analyses et pratiques professionnelles			
La Politique de l'Habitat à l'heure des grandes agglomérations	1	2	67
Les quartiers prioritaires, des alliés du développement économique territorial	1	2	94
Vers une rencontre départementale des acteurs de la jeunesse	1	2	165
Rapport biennal : 4 ^{ème} séance de recueil de la parole des habitants des quartiers	2	6	37
De l'aide alimentaire au droit à l'alimentation : Quelles collaborations possibles localement ?	1	1	61
Innovation sociale : concept et appropriation	1	1	65
Journée de la cohérence éducative sous l'égide de la bienveillance	1	2	N/C
Soirée des élus et directeurs dédiée au développement économique territorial	1	1	8
Prévention primaire de la radicalisation - Temps #1 - Prévenir la radicalisation cognitive des jeunes	1	1	68
Restitution de l'étude des associations financées par la PLM, œuvrant dans les quartiers	1	1	15
Visite sur site : la dimension environnementale dans la gestion urbaine de proximité	1	2	18



2018 en thèmes et en actions



POLITIQUE DE LA VILLE : RENDRE EFFECTIVES LA CO-CONSTRUCTION ET LES COOPÉRATIONS



Dans son article 1er, la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, - dite loi Lamy -, inscrit la coconstruction avec les habitants, acteurs associatifs, économiques... comme un principe central de la Politique de la ville. Répondre à des situations complexes, des fragilités cumulatives parfois durablement ancrées, impliquent la mobilisation des acteurs concernés, y compris les habitants, dont les réalités institutionnelles, les pratiques et les modalités d'intervention sont parfois très éloignées. Coconstruire implique dès lors le « frottement » des points de vue et regards et la mise en œuvre d'espaces de travail et d'échanges renouvelés, pour favoriser les convergences.

➤ Renforcer les dynamiques des conseils citoyens

Depuis 2015, le Pôle ressources accompagne la mise en place des conseils citoyens et leur pérennisation. D'abord venu en soutien des techniciens pour l'installation de ces instances, l'accompagnement du Pôle ressources s'est poursuivi en 2016 et 2017 par la mise en place de cycles de co-formation destinés aux conseillers citoyens et à leurs référents professionnels (délégués du préfet, équipes Politique de la ville), visant à renforcer le pouvoir d'agir de ces collectifs d'habitants. En 2018, les enjeux d'accompagnement portaient plus particulièrement sur la pérennisation des dynamiques en place (renouvellement, mobilisation) et le renforcement de la participation de ces collectifs à la mise en œuvre des contrats de ville au travers d'une meilleure appréhension des piliers thématiques.



Aussi, le Pôle Ressources a proposé :

- un appui-accompagnement aux dynamiques existantes pour renouveler ou renforcer ces instances au travers de formations ou entretiens sur demande,
- un cycle de séminaires inter-conseils citoyens avec une thématique à l'honneur à chaque séance (cadre de vie, éducation, santé...).

L'année 2018 a été aussi l'occasion d'initier :

- l'organisation de la 3^{ème} rencontre départementale des conseils citoyens du Val d'Oise,
- l'engagement dans une démarche d'accueil de volontaires en service civique afin d'apporter un soutien plus individualisé aux dynamiques en place.

Appui-accompagnement pour renouveler ou renforcer les conseils citoyens en place

Le Pôle ressources a identifié la nécessité d'apporter un appui plus individualisé à certains conseils citoyens, pour aider au renouvellement des dynamiques en place - qui restent fragiles et portées par un petit noyau - ou en soutien au développement d'un projet.

4 conseils citoyens ont fait appel à un accompagnement plus spécifique du Pôle Ressources :

- formation d'intégration de nouveaux membres (collège acteurs locaux) pour le conseil citoyen d'Argenteuil,
- formation d'intégration - redynamisation pour le conseil citoyen de Sannois,
- appui à l'émergence d'un projet porté par le conseil citoyen de Persan,
- appui à la conception du contenu d'un document de communication pour le conseil citoyen de Vauréal.

Par ailleurs, le recrutement de 2 volontaires en service civique, initié en novembre 2018, après une demande d'agrément pour leur accueil, vise à renforcer cet accompagnement.

Mars à octobre
5 demi-journées
25 participants

Cycle de qualification des conseils citoyens : 4 séminaires thématiques

Mars à octobre
4 demi-journées
127 participants
en cumulé

Ce cycle de qualification, qui a réuni au total 127 participants, a fait l'objet d'un séminaire de lancement et de 3 séminaires thématiques, dans l'objectif de renforcer la capacité des conseils citoyens à se saisir des enjeux de la Politique de la ville, identifier les acteurs clés selon les problématiques rencontrées dans les quartiers, et se forger un avis construit sur ces sujets. Ouverts à tous les conseillers citoyens du Val d'Oise et professionnels en charge de leur accompagnement, ces séminaires, conçus et animés par l'équipe du Pôle ressources, ont abordé les thèmes : Cadre de vie et lien social ; Éducation et parentalité ; Santé, au travers de partage d'expériences de conseillers et de professionnels, d'échanges autour des représentations du vécu et du point de vue des participants.

Temps 1 # Séminaire de lancement 2018

Cette première séance visait à relancer la dynamique inter-conseils citoyens, à établir un état des lieux des avancées et projets de chacun et à présenter les évolutions en matière de co-formation. Elle s'est traduite par un bilan des co-formations 2017 sous forme d'exposition, un point d'étape des dynamiques des conseils citoyens en place, et par une présentation de l'accompagnement proposé par le Pôle ressources en 2018.



Temps 2 # Séminaire Cadre de vie et lien social

La séance avait pour objectifs de porter à connaissance et mettre en valeur des actions portées par des conseils citoyens et/ou des collectivités, en lien avec les démarches de Gestion urbaine et sociale de proximité et la mise en œuvre des conventions d'abattement de la TFPB adossées aux contrats de ville. Les conseillers citoyens s'étant beaucoup saisi de ces sujets au travers de différentes prises d'initiative et d'actions portées, le séminaire s'est articulé autour de 5 présentations d'expériences, suivies d'échanges :

- le diagnostic en marchant sur le quartier des Lévriers par le Conseil citoyen de Montmagny,
- la démarche de développement social urbain avec la mise en place d'un jardin partagé, d'une bricothèque et d'un réseau de locataires référents, avec l'association Couleur d'Avenir mandatée par le bailleur Emmaüs Habitat à Osny,
- la convention de Gestion urbaine et sociale de proximité (GUSP) à Montigny-lès-Cormeilles en lien avec les actions menées par le conseil citoyen des Francs,
- les marches exploratoires de femmes à Sarcelles, menée par l'association Du côté des femmes avec la ville de Sarcelles,
- la création d'un jardin partagé par le conseil citoyen des Louvrais à Pontoise.

Temps 3 # Séminaire Éducation et parentalité

La co-formation 2017 avait permis d'identifier l'importance du sujet de l'éducation pour les conseils citoyens. Cependant, peu se sont saisis réellement de ce sujet localement. L'objectif de la séance était donc de mettre en lumière des réalités de terrain et de porter à connaissance des dispositifs et acteurs œuvrant dans les champs de l'éducation et de la parentalité, en lien avec la Politique de la ville.

4 présentations ont été faites sous forme de « speed-meetings » :

- le programme de Réussite Éducative de la ville de Goussainville,
- la lutte contre le décrochage scolaire et le renforcement des liens parents/école, par l'Éducation Nationale,
- une démarche de co-éducation pour l'accrochage scolaire, avec le conseil citoyen d'Herblay, par l'association École et Familles,
- les objectifs et l'action de la prévention spécialisée, par l'Association Défense et Prévention de la Jeunesse (ADPJ).

Ces présentations ont été suivies d'un « remue-méninges » qui a permis de faire émerger des priorités partagées par les conseils citoyens et professionnels présents.

POLITIQUE DE LA VILLE : RENDRE EFFECTIVES LA CO-CONSTRUCTION ET LES COOPÉRATIONS

Temps 4 # Séminaire Santé

Les sujets de santé, bien que fortement présents dans les préoccupations des habitants en raison, notamment, d'une offre de soins insuffisantes dans le département, sont difficiles à saisir pour les conseils citoyens. Aussi, comme pour le séminaire précédent, il s'agissait de mieux faire connaître les acteurs, dispositifs et politiques publiques en matière de santé mais aussi de faire émerger un regard des participants sur ce sujet. Après une présentation du Pôle Santé, Prévention, Handicap et lien intergénérationnel de la ville de Cergy, les participants ont fait émerger, en petits groupes, leurs représentations de la santé. L'Agence Régionale de Santé d'Île-de-France (ARS) a ensuite présenté le nouveau Projet Régional de Santé (PRS2) et les axes d'implication des habitants à ce dernier. 8 référents se sont portés volontaires pour intégrer des démarches de consultation ou concertation de l'ARS lorsque cette dernière en a la nécessité.

Toutes ces séances ont été réalisées, dans la continuité des précédentes, en s'appuyant sur des méthodes actives et interactives – axe sur lequel le Pôle ressources a particulièrement mis l'accent en 2018 au travers de formations et d'ateliers « animation participatives » (voir page 23) – favorisant l'expression de tous, le partage d'expériences et le renforcement mutuel qui vise, *in fine*, à consolider le pouvoir d'agir de ces collectifs d'habitants. Les supports de présentation et contenus des séances sont diffusés à l'issue des séances et disponibles librement sur le site du Pôle ressources.

Formation d'intégration des conseils de quartier de Goussainville

En soutien à d'autres dynamiques de participation des habitants, le Pôle ressources a réalisé une formation aux membres des conseils de quartier, sur demande de la ville de Goussainville, dont une grande partie du territoire est prioritaire. Cette formation à destination des membres nouvellement intégrés avait pour objectif d'insuffler une dynamique de groupe, de permettre aux nouveaux membres de comprendre leur rôle et l'articulation avec le fonctionnement municipal mais aussi avec d'autres instances participatives comme le conseil citoyen, et enfin, de poser les bases de leurs futurs travaux. La matinée s'est déroulée autour de quizz interactifs permettant d'apporter des connaissances et d'un débat sur la place des conseillers de quartiers. L'après-midi, en atelier, a été l'occasion de se projeter sur « comment agir ? » (Communication, dynamique de groupe, actions portées), puis d'acquérir des bases de la méthodologie de projet.

29 septembre
1 journée
26 participants



Avec l'association Alter Ego, collectif de formateurs intervenant notamment dans le champ de l'éducation et du secteur médico-social



Participation à des formations ou des réunions locales, régionales, nationales

- Rencontre nationale de la participation, 7 mars, Lille,
- Formation Découverte du rôle de tuteur de service civique, 29 novembre, Paris,
- Journée d'échanges régionale « La citoyenneté au service d'une société plus égalitaire », 22 juin, Metz,
- Journées du réseau des ambassadeurs de la plateforme conseilscitoyens.fr, 20 juin et 5 décembre, Paris.



Perspectives 2019

- 3ème rencontre départementale des conseils citoyens, 16 février,
- Encadrement de 2 volontaires en service civique, en soutien des conseils citoyens du Val Pasis et Argenteuil,
- Cycle de co-formation inter-acteurs sur le projet urbain et la rénovation urbaine.

► Transmettre des méthodes participatives et de dynamisation de groupe

La Politique de la ville s'appuie historiquement sur des dynamiques partenariales et participatives. Avec la création des conseils citoyens et la mise en place des contrats de ville intercommunaux, de nouvelles coopérations ont vu le jour, réinterrogeant les postures et pratiques professionnelles. C'est pourquoi le Pôle ressources a engagé un cycle de qualification fin 2017, qui s'est poursuivi et renforcé en 2018 au travers de formations et ateliers. Au total, 61 professionnels ont été formés et ont participé aux ateliers.

Cycle de qualification dédié aux méthodes d'animations participatives de groupe de travail

Initier et entretenir des dynamiques partenariales et participatives, mettre en synergie les acteurs constituent des enjeux forts de la Politique de la ville qui, par essence, est transversale. Mais ce sont parfois les méthodes et savoirs-faire qui manquent pour créer un cadre propice à l'expression de tous et à la co-production dans un groupe, pour tirer parti de la diversité et impulser de la créativité.

4 temps de formation « Animation participative d'un groupe de travail »

Pour les professionnels amenés à animer des dynamiques de travail partenariales, ces formations permettent de découvrir, expérimenter et s'approprier des techniques d'animation de réunions participatives pour motiver et produire plus efficacement en mobilisant l'ensemble du collectif.

Janvier à décembre
6 journées
47 participants

1 journée de formation « Initiation à la facilitation graphique »

Destinée aux professionnels en complément de la formation précédente, l'initiation à la facilitation graphique vise à synthétiser et visualiser ses idées, à aider un groupe de personnes avec des outils graphiques, à partager et apprendre à construire une vision collective.

18 octobre
1 journée
14 participants

5 ateliers « Méthodes d'intelligence collective »

A partir des apports de chacun, ces ateliers permettent de prolonger la dynamique des formations, renforcer les acquis, oser mettre en pratique, partager les expériences et de nouveaux outils. La dernière séance de l'année a été l'occasion d'amorcer la co-construction d'un kit méthodologique visant à faciliter le déploiement de ces méthodes dans les organisations et la diffusion d'une culture de la participation. Ce cycle a permis de faire émerger une dynamique de groupe autour de ces outils et méthodes et de créer une véritable émulation avec les ateliers, dans le prolongement des formations, s'appuyant largement sur les apports et expériences des participants pour se renforcer.

Février à décembre
5 demi-journées
43 participants

Appui-accompagnement à la conception d'animation participative

Le Pôle ressources est venu plus spécifiquement en appui à l'équipe du Programme de Réussite Éducative de Garges-lès-Gonesse pour impulser une dynamique participative lors du Conseil consultatif de la Réussite Éducative, ainsi qu'au Réseau d'Appui et d'Accompagnement à la Parentalité (REAAP) pour dynamiser la mise en œuvre partenariale de la Semaine sans Écran.

En effet, il s'agit de donner une impulsion aux équipes en place, pour les aider à oser sortir des cadres de réunion habituels et renforcer le cadrage de l'animation. L'accompagnement sur les démarches TFPB et GUSP allait également dans ce sens (Voir partie sur la GUSP, pages 24-25).



Avec Rhizome, organisation spécialisée dans la formation en méthodes coopératives et démarches participatives ; Zèdegraphik, organisation spécialisée dans la facilitation graphique

Participation à des formations ou des réunions locales, régionales, nationales

- Formation de perfectionnement

« Dynamiser un groupe de travail », Rhizome, 31 mai et 1er juin, Vannes,

- Animation d'un atelier dédié à l'image de la coopération, Carrefour des métiers, 19 mars, la Plaine Saint-Denis.

Perspectives 2019

- Reconduction de temps de formation « Animer, dynamiser un groupe de travail » et poursuite des ateliers,
- Réalisation d'un guide pour faciliter le déploiement de méthodes d'animation participatives.

POLITIQUE DE LA VILLE : RENDRE EFFECTIVES LA CO-CONSTRUCTION ET LES COOPÉRATIONS

➤ Renforcer les démarches de Gestion urbaine et sociale de proximité (GUSP)

Pleinement liée à la Politique de la ville depuis ses origines, la Gestion urbaine et sociale de proximité - qui vise à mettre en œuvre et coordonner localement les actions pouvant contribuer à l'amélioration du cadre de vie des habitants - s'est généralisée au fil des années, notamment dans les quartiers concernés par les Programmes de rénovation urbaine (ANRU). Plus récemment, la loi Lamy de 2014 a rendu obligatoire l'adossement des conventions d'abattement de la Taxe Foncière pour les Propriétés Bâties (TFPB) aux contrats de ville, permettant de financer davantage d'actions visant à améliorer le cadre de vie dans les quartiers prioritaires. Aussi, le Pôle ressources a abordé la GUSP tout au long de l'année 2018 sous différents prismes :

- un séminaire des conseils citoyens sur le cadre de vie et le lien social (voir page 21),
- une visite d'étude du Pôle Molière aux Mureaux, co-organisée avec Profession Banlieue,
- un bilan partagé de la mise en œuvre des conventions d'abattement TFPB avec les équipes Politique de la ville et GUSP,
- un accompagnement des acteurs de la GUSP au travers d'un soutien à l'animation de groupes de travail.

Groupe de travail : bilan partagé de 3 années de mise en œuvre des conventions d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB)

13 juin et 6 septembre
2 demi-journées
23 participants en cumulé

En décembre 2015, le Pôle ressources, en partenariat avec la préfecture du Val d'Oise et l'AORIF, a publié un guide « Pour une déclinaison dans le Val d'Oise de la convention d'utilisation de l'abattement TFPB », issu d'un groupe de travail départemental. Trois ans après, il a réuni 18 chefs de projet Politique de la ville et chargés de GUSP autour de 2 temps de travail pour réaliser un premier bilan de la démarche.

Le premier temps a été l'occasion de faire un état des lieux des conséquences de cette mise en œuvre sur les relations partenariales villes-bailleurs-État, et évolutions constatées, puis de partager les actions les plus significatives pour les professionnels ou encore les moins pertinentes. Le second temps, visant à approfondir le premier, a permis de travailler la question de la place de l'habitant dans la mise en œuvre des conventions et de mettre en lumière la temporalité et la gouvernance sur les différents territoires. Des priorités d'amélioration de ces démarches ont été dégagées pour la poursuite de la mise en œuvre de ces conventions.

Les conventions TFPB : quel bilan après 3 ans de mise en œuvre locale ?

Ces 2 séances de travail ont conduit à la réalisation d'une note de synthèse sur le sujet, ayant vocation à nourrir et enrichir les points de vue des élus et professionnels œuvrant au service des collectivités, des bailleurs et de l'État, dans une période de réalisation d'avenants aux conventions (2019-2020) et dans un contexte départemental où des questionnements ont émergé au sein des collectivités sur la plus-value des actions financées. Cette note met en lumière que, si ces conventions ont permis d'ouvrir un nouvel espace de dialogue et de coopération, le cadre partenarial génère encore des insatisfactions, alors même que cet abattement peut se révéler un véritable levier pour le développement des quartiers.

<https://poleressources95.org/les-conventions-dutilisation-de-labattement-de-la-taxe-fonciere-sur-les-proprietes-baties-tfpb-quel-bilan-apres-3-ans-de-mise-en-oeuvre-locale/>



Visite sur site : La dimension environnementale dans la gestion urbaine de proximité

16 mai
1 journée
18 participants

Organisée par Profession Banlieue en collaboration avec le Pôle ressources, une visite d'étude du Pôle et du Parc Molière aux Mureaux a été réalisée. La journée s'est traduite par une présentation et une visite du pôle Molière, équipement réalisé dans le cadre d'un Projet de Rénovation Urbaine (PRU) labellisé éco-quartier, dans lequel préoccupations écologiques, qualité urbaine et dimension sociale ont été travaillées conjointement. Situé au cœur du quartier de la Vigne blanche, il mêle écoles, crèches, ludothèque, restaurant, salle de loisirs et sport. La visite s'est poursuivie par le parc Molière, où une place centrale a été donnée à l'eau, avec une présentation des enjeux de la gestion intégrée des eaux de pluie sur le projet. Cette visite a mis en lumière la complexité des conséquences des aménagements sur la vie sociale du quartier, notamment avec la destruction d'un centre social au profit du pôle Molière, mais aussi l'importance d'anticiper les conséquences des aménagements paysagers redonnant plus de place à la nature en ville, dans la gestion urbaine de proximité.



Avec Profession Banlieue, Centre de Ressources Politique de la Ville en Seine-Saint-Denis

Appui aux acteurs dans la mise en œuvre de la GUSP et de la TFPB

Le Pôle ressources est venu en appui à la conception et à l'animation de groupes de travail menés dans le cadre de démarches de GUSP/TFPB, pour faciliter les échanges et le développement d'une vision partagée des différents acteurs présents, en s'appuyant sur des formats participatifs et dynamiques. Cela s'est traduit par :

- 2 ateliers menés dans le cadre de la convention de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP) de Montigny-lès-Cormeilles,
- 1 réunion de bilan des actions menées dans le cadre de la convention TFPB à Taverny.

Octobre à novembre
3 demi-journées
2 ateliers
1 réunion bilan



Ateliers GUSP à Montigny-lès-Cormeilles

La ville de Montigny a monté un cycle de conférences et d'ateliers dans le cadre de sa convention GUSP. Le Pôle ressources a accompagné la conception et la mise en œuvre de 2 ateliers : vécu et usages du quartier des Frances et lien social, solidarité. Le premier, conçu et animé avec le CAUE 95, a permis de dresser un diagnostic partagé du territoire, croisant les regards de professionnels (services municipaux et bailleurs), d'élus et d'habitants, à l'aide de cartographies sensibles, photos du quartier, pictogrammes pour en caractériser le vécu et les usages... Le second a eu pour vocation de faire émerger et prioriser des actions à mettre en œuvre pour renforcer le lien social et la solidarité.



Avec le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement du Val d'Oise (CAUE 95)

Bilan et des perspectives partagées autour de la TFPB à Taverny

Réunissant le service Politique de la ville, les centres sociaux, des conseillers citoyens, le délégué du préfet et des représentants des bailleurs sociaux, cette réunion a permis de dresser un bilan de la programmation 2018 de la TFPB et des actions faisant sens pour les acteurs, de partager les changements dans les 2 quartiers prioritaires (les Sarments-Nérins et les Pins) depuis 3 ans et enfin de dresser des perspectives de travail pour l'année à venir.



Perspectives 2019

- Rencontre francilienne de la Gestion urbaine et sociale de Proximité,
- Co-formation des acteurs de la politique de la ville sur le projet urbain,
- Groupe de travail des chargés de développement social urbain dans les organismes HLM.

POLITIQUE DE LA VILLE : RENDRE EFFECTIVES LA CO-CONSTRUCTION ET LES COOPÉRATIONS

► Évaluation participative à mi-parcours des contrats de ville

Convaincu de l'intérêt de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville, le Pôle ressources a lancé en janvier 2017 un appel à manifestation d'intérêt (AMI), en partenariat avec Laetitia Dansou du cabinet Sémaphores, en direction des agglomérations du Val d'Oise pour accompagner, de manière expérimentale, un territoire à la mise en place d'une évaluation participative. ambitionnant de réunir les parties prenantes de la Politique de la ville (signataires, institutions, associations, conseillers citoyens, services décisionnaires et opérationnels des collectivités...) et ainsi mener une évaluation du territoire, par le territoire, pour le territoire. Fort de cette première expérience et à la demande de l'EPT Boucle Nord de Seine, réunissant 6 contrats de ville dont celui relatif à la ville d'Argenteuil, une seconde expérimentation a été menée au cours de l'année 2018.

Chacune de ces deux expériences est guidée par l'ambition de permettre :

- ▶ la réappropriation des contrats de ville, ainsi que leurs convergences,
- ▶ la mise en réseau des acteurs au sein d'un même territoire,
- ▶ la participation réelle de tous dont les conseillers citoyens (co-construction),
- ▶ la concrétisation des enjeux identifiés et des préconisations proposées.

Aussi, l'approche participative s'appuie sur des principes et des méthodes visant à concrétiser une forme de démocratie, en créant un espace cadré d'échanges, de dialogues et de débats. Sa pertinence s'appuie en effet sur la diversification et l'élargissement des publics susceptibles d'être associés aux processus évaluatifs, tout en prenant en compte la qualité des débats, des analyses et des jugements évaluatifs. Autrement dit, il s'agit d'articuler l'enjeu démocratique (associer le plus largement possible), et l'enjeu délibératif (qualité de l'évaluation).

Appui à la CA Roissy Pays de France...

2018 a été l'occasion de finaliser l'évaluation participative menée en partenariat avec la Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France. Démarrée en mai 2017, la démarche s'est finalisée en mars 2018 et l'ensemble des enseignements et des pistes de travail a été validé en octobre 2018 dans le cadre d'un comité de pilotage du contrat de ville. Trois rencontres ont ainsi été organisées (fin du temps #2, temps #3 et temps #4) pour une évaluation qui a mobilisé autour de 140 personnes différentes. Dans la continuité de ce travail, une évaluation de l'ensemble de la démarche a été réalisée par une étudiante de l'université Paris 13 dans le cadre du master 2 « conduire et évaluer les politiques publiques » afin d'en vérifier l'intérêt et d'en appréhender l'impact.

Janvier à mars
3 demi-journées
140 participants en cumulé



Avec Laetitia Dansou, Cabinet Sémaphores

Puis, à l'EPT Boucle Nord de Seine

L'évaluation participative menée avec l'EPT Boucle Nord de Seine a débuté au mois de juin 2018 pour s'achever en décembre 2018 et a réuni 325 participants différents. Elle se finalisera au premier trimestre 2019 après un temps dédié aux conseillers citoyens ainsi qu'une restitution globale des travaux effectués. Fort des enseignements de la première expérimentation, cette seconde démarche a été l'occasion de développer de nouveaux outils d'animation pour des échanges plus qualitatifs.

Juin à décembre
6 demi-journées
613 participants en cumulé

Ces deux démarches ont permis de mettre en évidence plusieurs constats :

Tout d'abord, la démarche participative est l'occasion de définir des questionnements propres aux enjeux du territoire, pouvant revêtir des dimensions sectorielles ou transversales en s'intéressant aux effets du contrat de ville ainsi qu'aux dynamiques qu'il génère. Il est à noter que les deux évaluations ont interrogé la mobilisation et l'adaptation des ressources du droit commun, tout en mettant en évidence la difficulté que cela requiert, faute de

définition claire et du fait de stratégies relevant trop souvent de l'appel à projet annuel spécifique, au détriment d'une approche plus globale, favorisant les complémentarités.

Des exemples de question ayant émergé lors de ces temps :

- **Dans quelle mesure le contrat de ville a-t-il permis d'améliorer l'attractivité des quartiers ?**
- **Dans quelle mesure le contrat de ville a-t-il permis de proposer aux jeunes des solutions d'avenir ?**
- **Dans quelle mesure le contrat de ville a-t-il permis de toucher les publics les plus fragiles ?**

Un effet sur l'écosystème a été observé dans les deux cas. Les méthodes employées s'appuient notamment sur un benchmark au sein du territoire, entre les acteurs, les dispositifs et les expériences permettant une meilleure compréhension du rôle, des missions et des pratiques de chacun. Sur un territoire jeune comme l'EPT Boucle Nord de Seine, l'évaluation participative a été l'occasion de se rencontrer et se comparer, avec pour effet une prise de distance par rapport à son terrain d'action. Enfin, ces évaluations ont permis aux acteurs dont la Politique de la ville n'est pas le quotidien de s'approprier l'objet contrat de ville au-delà de l'entrée sectorielle propre à chacun.

Pour autant, ce type de démarche reste complexe, car il est difficile de participer à l'ensemble des rencontres. Les temps de travail, très contraints, peuvent être déstabilisants, parfois frustrants, alors que le contrat de ville, pris dans sa globalité, peut sembler démesuré, voire inabordable au regard de la diversité des sujets et du nombre d'éléments travaillés. Se forger un avis reste donc difficile et le travail sur la méthodologie en est d'autant plus important afin de répondre aux enjeux de démocratie et de délibération.



Perspectives 2019

- Finalisation de l'évaluation à mi-parcours de l'EPT Boucle Nord de Seine,
- Rénovation des contrats de ville,
- Publication relative aux deux expérimentations menées (monographies comparatives).

POLITIQUE DE LA VILLE : RENDRE EFFECTIVES LA CO-CONSTRUCTION ET LES COOPÉRATIONS

L'évaluation participative, une démarche en 5 étapes



Appui-Accompagnement à la construction de la méthodologie d'évaluation des contrats de ville de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise

Dans le cadre d'un comité technique du contrat de ville de l'agglomération, le Pôle ressources est intervenu afin de présenter les principes de l'évaluation participative, ses différents registres et les mécanismes de construction des questionnements, critères et indicateurs en découlant. Le deuxième niveau d'intervention a porté ensuite sur la co-animation du processus de définition et la sélection des questions évaluatives.

5 octobre
1 demi-journée
41 participants



Participation à des formations ou des réunions locales, régionales, nationales

- Forum des projets de la Politique de la Ville, 30 mars, Communauté d'agglomération Boucle de Seine,
- Découverte de l'Appreciative Inquiry, Mug Café, Alterego, 7 novembre, Eaubonne.

➤ La politique de l'habitat à l'heure des grandes agglomérations

Les lois récentes posent des enjeux forts en matière de mixité sociale, tant au niveau de la production que de l'attribution des logements, alors que les EPCI ont vu leurs prérogatives augmenter en étant positionnées comme l'échelle de référence en matière d'habitat et de Politique de la ville. Reste que le « fait intercommunal » demeure encore balbutiant en Île-de-France avec des frontières administratives qui évoluent régulièrement et une articulation administrative (région, départements, métropole du Grand Paris, EPCI, villes) qui peine à prendre forme. Par ailleurs, en Île-de-France, le logement est marqué notamment par un parc social sous-dimensionné (2 284 199 ménages éligibles pour 1 245 000 logements locatifs sociaux), des besoins importants (83 800 attributions en 2015 pour 634 000 demandes) et une répartition très inégale sur le territoire régional.

Journée thématique coorganisée avec le CGET et l'IHEDATE

Au regard de ce contexte, le Pôle ressource a organisé un séminaire d'une journée en partenariat avec l'IHEDATE et le CGET pour :

3 octobre
1 journée
67 participants

- ▷ appréhender l'enjeu de mixité sociale réaffirmé dans la loi Égalité Citoyenneté,
- ▷ mieux cerner les réalités et processus de ségrégation en Île-de-France,
- ▷ mettre en évidence les réflexions en cours dans les territoires concernés par la Politique de la ville en matière d'habitat et de peuplement,
- ▷ renforcer des interactions renouvelées entre habitants, territoires, bailleurs et État.

Cette journée a questionné le sens de la mixité sociale : en quoi est-elle une solution pour le développement des territoires et l'émancipation des habitants ? Est-il question d'attirer de nouvelles populations ou d'améliorer le cadre de vie et de miser sur le développement social local ? Comment répondre aux injonctions a priori contradictoires de mixité et de droit au logement social pour les plus démunis ?

Dans la continuité des travaux menés en 2016, dans le cadre des rencontres régionales organisées par les CRPV franciliens, elle a permis de mettre en évidence la complexité des phénomènes à l'œuvre en Île-de-France où les questions relatives à l'habitat et à la mixité sociale doivent prendre en compte l'équilibre social de territoires parfois très fragiles ainsi que les enjeux relatifs à l'emploi et à la mobilité.



Avec le CGET (Sébastien Jallet, Commissaire général délégué à la ville et à la cohésion urbaine et Isabelle Kamil, adjointe à la sous-directrice et cheffe du bureau du renouvellement urbain) ; Philippe Estèbe, ancien directeur de l'IHEDATE, Marco Oberti, sociologue, spécialiste des inégalités urbaines et scolaires ; Thérèse Pérol, Direction générale adjointe du Pôle développement urbain à la Ville d'Argenteuil ; Jeanne Fournier, Direction de l'habitat et de la Politique de la ville à la CA Cergy-Pontoise ; Christophe Brérat, Directeur Général Adjoint à l'aménagement et au développement économique à la CA Cœur d'Essonne

Pour rappel, les Actes de la rencontre régionale du 15 novembre 2016 organisée par les Centres de ressources Politique de la ville franciliens

Région extrêmement riche et dynamique sur le plan économique, l'Île-de-France est également marquée par de très fortes inégalités sociales et spatiales. Avec 272 quartiers prioritaires identifiés dans 160 communes, la Politique de la ville y concerne 1,6 million de Franciliens, soit 13 % de la population régionale (contre 8% pour la France métropolitaine). Cette fragmentation sociospatiale de l'Île-de-France se double d'une déconnexion particulièrement marquée entre zones d'habitat et zones d'emploi, révélant l'acuité des problématiques de transport et d'accès à la mobilité. Peu de pôles de développement économique profitent aux habitants, tandis que des secteurs d'habitat se développent sans réflexion sur les bassins d'emploi dans lesquels ils s'inscrivent. Les besoins des entreprises priment par ailleurs trop souvent sur ceux des populations des quartiers.

<https://poleressources95.org/habiter-travailler-se-deplacer-la-politique-de-la-ville-au-defi-des-inegalites/>



PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LA JUSTICE SOCIALE



L'égalité est au cœur de la Politique de la ville et plus largement des politiques sociales ou visant un développement durable. Comment permettre l'égalité, tant de manière formelle que réelle ? Favoriser l'équité, notamment pour les publics les plus fragiles ? Assurer une égalité de traitement ? Construire une société plus solidaire et collective ? Ces questionnements et réflexions, déclinés à travers différentes entrées thématiques (santé, santé mentale, jeunesse, laïcité) ou approches (faire réseau pour promouvoir l'égalité et lutter contre les discriminations), sont ancrés dans le projet du Pôle ressources.

➤ Accompagnement à la promotion et à la prévention de la santé

Groupe d'échanges des coordonnateurs santé (ASV/CLS/CLSM)

Le groupe des coordonnatrices ASV-CLS-CLSM représente un collectif d'une quinzaine de personnes. Ce dernier co-définit annuellement les besoins de renforcement et objets d'étude qu'il souhaite traiter. En 2018, le groupe a souhaité s'investir davantage dans le suivi et le partage d'expériences entre pairs sous forme de 3 modalités :

Février à novembre
4 demi-journées et
1 journée
41 participants en
cumulé

Assister à des actions portées par les participantes, pour avoir un retour neutre et externe :

- rencontre autour de bébé, Garges-lès-Gonesse,
- journée Santé des enfants, Persan,
- visite sur site de logements inclusifs - Côté Cour au Havre, CLSM Est Val d'Oise,
- journée du Bien vieillir, Cergy et bien-être séniors, Eragny,
- atelier lecture et santé de la femme, Argenteuil.

Appui, conseil à la mise en place de projet structurant :

- bus de la santé, agglomération, Communauté d'Agglomération Val Parisis,
- lutte contre les violences au collège, Taverny.

Présenter des projets complexes sur lesquels une ingénierie spécifique s'est développée. Le but recherché étant la transmission de connaissances, le transfert de savoir-faire, voire l'essai à terme :

- " ne tournons pas autour du pot ", Goussainville,
- parcours santé, Villiers-le-Bel,
- usage des écrans, Cergy/Communauté de Communes du Haut Val d'Oise/Goussainville/Garges-lès-Gonesse/Villiers-Le-Bel.

Par ailleurs, le Pôle ressources a organisé une rencontre entre la direction départementale de l'ARS et les coordonnatrices, dans le contexte de la publication officielle du Plan Régional de Santé 2 (PRS2) et d'un changement de direction à la Prévention et Promotion de la santé de l'ARS du département. Enfin, un temps spécifique sur la méthodologie engagée et/ou envisagée dans l'écriture ou mise à jour des Contrats locaux de santé 2ème génération a clos l'année. Le groupe a également pris part à la co-construction d'une journée dédiée au lien entre l'alimentation et territoires mis en place en partenariat avec Fabrique Territoires Santé, au regard des priorités du PRS2 et des réalités valdoisiennes.

Rencontre thématique : De l'aide alimentaire au droit à l'alimentation, quelles collaborations possibles localement ?

13 septembre
1 journée
61 participants

L'alimentation est un déterminant majeur de santé. Les personnes en situation de précarité sont plus exposées à une mauvaise alimentation et à ses conséquences sanitaires. L'aide alimentaire permet de répondre à l'urgence en fournissant des denrées alimentaires aux personnes les plus démunies. Les réponses à ces besoins exponentiels doivent être accompagnés de conditions garantissant un véritable accès à une alimentation saine et une santé active adossée. Le droit à l'alimentation recouvre quant à lui trois dimensions: la disponibilité, l'accessibilité et le caractère adéquat de l'alimentation, auxquelles s'ajoute, depuis peu, une quatrième dimension : la durabilité. Il s'agit donc d'interroger les capacités des personnes à accéder, financièrement et géographiquement, à une alimentation saine et en quantité suffisante, mais aussi les conditions de la production alimentaire. C'est dans ce contexte que le Pôle ressources et Fabrique Territoires Santé ont organisé un temps dédié afin de découvrir les enseignements de la dernière étude nationale réalisée sur le sujet, augmentée de témoignages et de réflexions du et hors Val d'Oise. La séance, introduite par Rosa Maceira, Adjointe au Maire, en charge des Affaires sociales, de la Santé, et des Handicaps à Villiers-le-Bel, visait à sensibiliser aux enjeux du droit à l'alimentation et à une santé active ; échanger sur les synergies à créer entre services municipaux (santé, Politique de la ville, CCAS, Agenda 21/ développement durable), associations locales et acteurs de l'économie sociale et solidaire ; illustrer une approche territoriale de l'aide alimentaire et valoriser des expériences facilitant l'accessibilité de tous à une alimentation saine.



♥
Avec l'ARS 95 ; Fabrique Territoires Santé ; l'Association VRAC ; l'Épicerie sociale et solidaire « Le Bel Epi », Villiers Le Bel ; l'Épicerie sociale et solidaire d'Ermont ; l'association la Case ; l'association la Pastèque ; l'Association B.a-BA

Retour sur... De l'aide alimentaire au droit à l'alimentation : quelles collaborations localement ? Actes de la journée, novembre 2018, 38 p.



Si les enjeux de décroisement sectoriel sont importants, les envies de développer des pratiques de travail interinstitutionnelles sont présentes et exprimées par les participants, afin de créer des ponts entre les thématiques identifiées relevant des enjeux du droit à l'alimentation. Les questions de gouvernance alimentaire et de projet alimentaire territorial sont des ambitions politiques non encore exprimées et développées sur le territoire. Cependant, ce dernier regorge d'initiatives et de ressources mobilisables. Si, par leurs tailles et échelles, elles paraissent souvent mineures et localisées, elles n'en demeurent pas moins primordiales dans l'acculturation progressive des acteurs et des citoyens. D'autres, plus ambitieuses et prometteuses en termes de changement d'échelle, émergent. Les cheminements et réflexions de la journée sont à retrouver dans les actes coécrits avec Fabrique Territoires Santé.

<https://poleressources95.org/de-laide-alimentaire-au-droit-a-l'alimentation-queelles-collaborations-locales/>

Quelle prise en compte de la santé mentale dans les quartiers ?

Les dossiers du Pôle, novembre 2018, 39 p.



Ce dossier du Pôle ressources, issu notamment d'une journée thématique dédiée, organisée en novembre 2017, propose de mieux cerner les réalités liées à la santé mentale sur les territoires tout en mettant en évidence des moyens d'agir localement. La Loi de modernisation de la santé, l'instruction généralisant les Conseils locaux de santé mentale (CLSM) dans les contrats de ville, les Projets territoriaux de santé mentale (PTSM), attestent que le sujet de la santé mentale s'affirme plus que jamais comme une véritable question sociétale, où la coopération inter-acteurs est devenue une priorité. Mais que recouvrent exactement la maladie mentale, la souffrance psychosociale, les troubles psychiques...? Quels liens entre précarité et santé mentale ? Quels sont les effets de la précarité sociale sur la santé mentale ? Quelles articulations et continuité possibles entre milieux hospitaliers et ordinaires ? Comment fluidifier les procédures, la prise en charge et le dialogue entre institutions tout en favorisant l'autonomie et le renforcement des compétences psychosociales ?

<https://poleressources95.org/quelle-prise-en-compte-de-la-sante-mentale-dans-les-quartiers/>

PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LA JUSTICE SOCIALE ♡

Appui-Accompagnement : Quelles innovations et coopérations pour des quartiers en bonne santé ?

Unique rendez-vous national consacré au développement économique et à l'emploi des quartiers, le forum Cités Cap' impulsé par RésO Villes, Centre de Ressources Politique de la Ville Bretagne - Pays de la Loire, (en partenariat avec le club développement économique du Réseau National des CRPV), a pris place pour cette deuxième édition au Couvent des Jacobins de Rennes. Au programme, se sont déroulés pas moins de 10 ateliers thématiques et rencontres réseaux dédiés. A cette occasion, le Pôle ressources a co-construit et animé un atelier portant sur le lien entre santé, pouvoir d'agir et développement économique dans les quartiers. Dans un contexte d'implication croissante des territoires dans la mise en place des politiques de santé publique, se pose la question des nouvelles pratiques émergentes en terme de participation des habitants,



Avec l'Association A Vos Soins à Saint-Nazaire et son bus de la prévention ; Harmonie Mutuelle et ses engagements sur les territoires, la Ville de Lille pour les ambassadeurs locaux ; la Ville du Havre pour Parcours Avenir

6 juin
1 journée
61 participants



Membre du groupe de travail « renforcer la prise en compte des enjeux de santé dans la Politique de la ville »

Participation à plusieurs temps de travail organisé par l'Agence régionale de santé, dédiés au renforcement et à la déclinaison de l'axe 4 du PRS2 dédié à la Politique de la ville.



Participation à des formations ou des réunions locales, régionales, nationales

- La territorialisation des politiques de santé, Fabrique Territoire santé, 6 mai, Paris,
- Visite sur site d'Habitat inclusif au Havre, "Côté cours", CLSM Est Val d'Oise, avril.



Perspectives 2019

- Animation du réseau des coordonnateurs santé Val d'Oise,
- Développement des regroupements des professionnels de santé et optimisation de l'offre de soin,
- La santé dans toutes les politiques : sensibilisation élus et directions,
- Mise en place Focus Group " Parents " - Coopérative Nutrition des acteurs de la santé, Val d'Oise Est,
- Santé inclusive et communautaire (démarches partenariales),
- Rencontre avec les acteurs de la santé en Yvelines.

► Une société ambitieuse pour sa jeunesse

Construire une société porteuse d'une réelle ambition éducative induit l'activation de leviers multiples, impliquant tout aussi bien les acteurs de l'éducation dans ses différentes acceptions (scolaire, populaire...), que ceux de la parentalité et de la jeunesse. Coordonner, interroger les pratiques, médiatiser les « frottements » entre des univers professionnels différents constituent des enjeux clés pour développer les convergences en faveur de la jeunesse des territoires.

Accompagnement des Programmes de Réussite Éducative : Groupe d'échanges des coordonnateurs des PRE

Dans la continuité de la démarche initiée à l'été 2017, le Pôle ressources a poursuivi le travail collectif visant à produire un guide des PRE du Val d'Oise. Celui-ci vise à rendre le dispositif plus visible et appréhendable, dans des contextes marqués par un renouvellement constant des professionnels tant au niveau des équipes PRE, qu'au sein des services sociaux ou de l'Éducation nationale. Ce travail a abouti à un guide, disponible en libre accès sur le site Internet du Pôle ressources, (voir page 13), rappelant les missions des PRE ainsi que leurs principes et modalités d'intervention. Il est complété par une fiche synthétique pour chaque territoire. Le second temps de travail a été l'occasion d'un échange consacré aux équipes pluridisciplinaires de soutien, dont la forme et le fonctionnement sont sources d'interrogation pour les coordonnateurs et l'État.

2 demi-journées
16 participants en cumulé

Groupe d'échanges des référents de parcours des PRE

2 demi-journées
17 participants en
cumulé

Réactivé à la fin de l'année 2016, ce groupe d'échanges est l'occasion pour les référents de parcours de faire réseau. Il constitue, pour ce collectif de professionnels, marqué par un important turnover, un espace d'interconnaissance et de prise de distance par rapport à des quotidiens complexes :

- Réflexion partagée autour de la notion de « sortie positive » et donc de parcours,
- Partage autour des actions collectives déployées.



Perspectives 2019

- Produire une « boîte à outil » pour concevoir et animer les Équipes Pluridisciplinaires de Soutien,
- 3 à 4 rencontres au cours de l'année 2019 avec une ouverture progressive aux professionnels du département des Yvelines pour se renforcer sur la mobilisation et l'accompagnement des familles,
- Construction d'une journée dédiée au décrochage scolaire.

Vers une rencontre départementale des acteurs de la jeunesse

1 journée + 6 ateliers
de préparation
429 participants en
cumulé

Le partenariat avec les fédérations des centres sociaux et des Maisons des Jeunes et de la Culture, initié il y a près de 10 ans, a été l'occasion de mettre en réseau des acteurs de la jeunesse issus de différents champs professionnels (animation, éducation populaire, éducation, prévention spécialisée, insertion...). L'espace de travail proposé constitue une occasion de se (re)connaître, d'échanger sur les pratiques, de se renforcer en s'appuyant sur le compagnonnage de chercheurs (Bernard Bier, Catherine Neveu) tout en plaçant au centre la notion de pouvoir d'agir des jeunes. Dans la continuité des travaux menés en 2016 et 2017, l'année 2018 a été l'occasion d'articuler collectivement l'idée d'empowerment aux thématiques de la culture, de la santé et de la citoyenneté avec pour ambition de co-construire une journée dédiée à ces sujets et ouverte à l'ensemble des acteurs de la jeunesse du département du Val d'Oise. En amont, 6 ateliers, regroupant 129 participants cumulés, ont permis de bâtir cette journée, qui a réuni, - organisateurs et participants confondus -, autour de 300 personnes avec, pour chaque thématique :

- des éléments de compréhension du thème,
- des outils et expériences du Val d'Oise et hors Val d'Oise,
- des ressources partagées,
- des espaces pour échanger, enrichir ses projets.



Avec Catherine Neveu ; le collectif Ajoutons des paroles à la Marseillaise ; les Apprentis d'Auteuil ; l'AFEV (Val d'Oise) ; la CAF du Val d'Oise ; les centres sociaux (Conjugue, les Louvrais, François Rude, le Déclif, les Rosiers Chantepie, François Vigneron, les Campanules, la Maison de quartier des Linandes, la Maison de la Challe) ; le CIJ du Val d'Oise ; le CRIPS ; le CODES 95 ; le Conseil départemental du Val d'Oise ; Corinne Portal (Sophrologue) ; Cultures du cœur ; la DDCS du Val d'Oise, Emmaüs ; l'association Escalé ; l'espace Michel Berger ; la Fabrique numérique de Gonesse ; le Fab Lab d'Eragny ; les fédérations des centres sociaux du Val d'Oise et des Yvelines ; la fédération des MJC du Val d'Oise ; les FRANCAS du Val d'Oise ; le Collectif Fusion ; Incroyables comestibles ; le Jeu pour tous ; la Maison de l'Éducation des Loisirs et de la Culture ; les MJC de Noisiel et de Persan ; le Planning familial ; le PIJ de Montigny-lès-Cormeilles ; le CRIPS ; les services municipaux de jeunesse des villes de Sannois ; Eaubonne ; Argenteuil ; Montigny-lès-Cormeilles ; Taverny ; Val d'Oise Habitat



Participation à des formations ou des réunions locales, régionales, nationales

- La jeunesse face aux inégalités, Observatoire des inégalités, 20 novembre, Paris,
- Comprendre les inégalités, Observatoire des inégalités, 13 mars, Paris,
- Restitution de la recherche-action " renforcer l'esprit critique des jeunes des quartiers populaires ", CGET, 29 juin, Paris.



Perspectives 2019

- Une vidéo retrospective,
- Une démarche de formation sur les droits culturels,
- Une démarche de mise en réseau autour de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes.

PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LA JUSTICE SOCIALE

Journée de la cohérence éducative : Sous l'exigence, la bienveillance

Cette année encore, le Pôle ressources a contribué à l'organisation de la journée de cohérence éducative, manifestation annuelle portée par la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale, l'atelier CanopE du Val d'Oise, l'ONG Aide & Action ainsi que plusieurs acteurs du département : Francas du Val d'Oise, FCPE 95, le CIJ 95, l'AFEV, École et famille... L'ambition de cette rencontre, co-construite et dédiée à l'éducation, consiste à créer des liens, des synergies entre des institutions et professionnels issus d'horizons divers (Éducation nationale, animation socioculturelle, parentalité, prévention spécialisée...) autour d'une thématique partagée et abordée sous différents angles, tant d'un point de vue théorique que pratique, au travers notamment d'expériences valdoisiennes et d'ailleurs. Cette nouvelle édition, qui a réuni plus d'une soixantaine de participants, s'est consacrée à la notion de bienveillance, très présente dans le champ scolaire mais qui sous-tend également la nature des relations entre le milieu éducatif et les enfants, les jeunes, leurs parents. **Qu'est-ce que la bienveillance ? Quelle plus-value en matière éducative ? Comment passer d'une idée à la pratique ? Quelles démarches pour s'inspirer ?** Dans ce cadre et autour de ces questionnements, le PRE d'Eragny a eu l'occasion de mettre en lumière ses modalités d'intervention autour du lien enfant, école, parents.



Perspectives 2019

- 10ème édition de la journée de la cohérence éducative consacrée à l'accueil des fragilités.

Appui-Accompagnement : Cycle de travail sur les questions de décrochage scolaire et de réussite éducative

22 mai et 19 juin
2 demi-journée
25 participants

L'association AlterEgo Formation, dont l'objet est de réfléchir aux pratiques dans le champ de l'éducation et du secteur médico-social, a organisé, en partenariat avec la ville de Goussainville et l'appui du Pôle Ressources, un cycle de travail sur les questions de décrochage et de réussite éducative. (voir Fiche expérience " Plaisir d'apprendre, un projet de prévention du décrochage scolaire concerté", réalisée sur ce sujet).

<https://poleressources95.org/plaisir-dapprendre-un-projet-de-prevention-du-decrochage-scolaire-concerte/>

Séminaire thématique : Prévention primaire de la radicalisation

En lien avec la réalisation des annexes aux contrats de ville dédiées à la prévention primaire de la radicalisation, le Pôle ressources a initié en 2017 un séminaire départemental consacré à ce sujet pour permettre aux acteurs locaux de renforcer leurs connaissances des processus de radicalisation et construire une réflexion commune.

Temps # 4 - Prévenir la radicalisation cognitive des jeunes - de la compréhension des mécanismes à des réponses territorialisées

16 avril
1 demi-journée
68 participants

Dernière étape de ce séminaire, cette 4ème rencontre a réuni 68 participants (372 participations cumulées au total) en mettant la focale sur la jeunesse, afin de mieux cerner les processus cognitifs de la radicalisation menant à la violence chez les jeunes à partir des premiers enseignements issus de la recherche européenne Practicies. Il a également été question de présenter deux expérimentations menées à Strasbourg, illustrant des actions concrètes en matière de prévention primaire en direction de la jeunesse. La première s'est déroulée en lien avec la recherche-action portée par le CGET « Renforcer l'esprit critique des jeunes des quartiers populaires ». Elle a été l'occasion de s'intéresser à la parole des jeunes en créant des espaces d'échanges facilitant le débat tout en interrogeant les pratiques des professionnels du territoire ainsi que les politiques publiques développées en direction de la jeunesse. La seconde, portée par la collectivité, a consisté en la création d'un réseau d'échanges entre professionnels, afin d'évoquer les situations qui questionnent et créer une continuité réelle autour de la jeunesse.



Avec Séraphin Alava, enseignant-chercheur à l'université Jean Jaurès de Toulouse, coordinateur du projet de recherche « practicies » ; Laetitia Rocher, chargée de projet à l'Observatoire Régional de l'Intégration et de la ville (ORIV), centre de ressources Politique de la ville Grand-Est ; Éric Poinot, chargé de mission prévention de la radicalisation à la ville de Strasbourg

► Promotion de l'égalité et lutte contre les discriminations

L'égalité constitue l'un des piliers du triptyque républicain ainsi que la pierre angulaire de la philosophie soutenant la Politique de la ville, l'égalité des chances ou la réduction des inégalités sociales et territoriales. S'intéresser, promouvoir l'égalité, amène à s'emparer de sujets relatifs aux différentes facettes qu'elle revêt, notamment la lutte contre les discriminations, la promotion de l'égalité femmes-hommes, l'accès aux droits...

Cycle de formation aux Valeurs de la République et laïcité

2 sessions de 2 jours
4 journées
26 participants

Le Pôle ressources a engagé, depuis 2016, un important travail de clarification du principe de laïcité en participant au déploiement de la formation nationale « Valeurs de la République et laïcité ». Jusqu'alors, 8 sessions de 2 jours ont été mises en place dans l'ensemble du Val d'Oise, ouverte aux acteurs oeuvrant au sein des quartiers populaires du département.

Les résultats de ces formations ont été très positifs, avec des participants passant généralement d'une vision partielle ou négative de la laïcité, à un regard plus apaisé, au gré des échanges et des réflexions sur les postures professionnelles. Pour autant, plusieurs participants ont témoigné de leur difficulté à porter le sujet auprès de leurs publics, hiérarchies, collègues à la suite des formations, car étant trop souvent " isolés ". Aussi, l'approche du Pôle ressources a évolué pour proposer des sessions territorialisées à l'échelle des villes, en s'appuyant sur les équipes Politique de la ville, libres de réunir leurs partenaires locaux.

Ainsi, 2 sessions de ce type ont été menées à Bezons, toujours en partenariat avec la fédération des centres sociaux, en direction d'agents de la collectivité, de gardiens d'immeubles et d'acteurs associatifs. 5 autres formations sont d'ores-et-déjà prévues pour l'année 2019, en partenariat avec la Sauvegarde du Val d'Oise ainsi que les villes de Taverny et Villiers-le-Bel.



Avec La fédération départementale des centres sociaux du Val d'Oise



Perspectives 2019

- 5 sessions dont 2 expérimentales avec la Sauvegarde du Val d'Oise (protection de l'enfance, prévention spécialisée, parentalité) qui a fait de la laïcité un objet de travail intégré à son projet associatif.

Atelier promotion de l'égalité et lutte contre les discriminations

18 décembre
1 demi-journée
15 participants

La mise en œuvre de politiques locales en matière d'égalité réelle s'appuie sur la rencontre entre des volontés politiques affirmées et des acteurs engagés en proximité (agents de l'État, techniciens des collectivités et institutions, associations, habitants, collectifs). A l'échelle du Val d'Oise, les démarches en la matière demeurent assez rares et seule la Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France s'est, pour l'heure, engagée dans la démarche de création d'un Plan Territorial de Lutte Contre les Discriminations - document stratégique adossé au contrat de ville -, tandis que l'égalité femmes-hommes demeure bien souvent restreinte à l'entrée des violences faites aux femmes. Pour autant, des volontés existent, incarnées notamment par différents acteurs au sein du département. Aussi, en partenariat avec la fédération des centres sociaux du Val d'Oise, un atelier dédié a été initié pour mettre en réseau ces acteurs, se renforcer mutuellement et porter plus efficacement les questions d'égalité.

La première rencontre a été l'occasion d'échanger à partir des critères discriminatoires et des modalités d'action de chacun, permettant d'identifier des points à travailler dans le cadre de futurs rencontres :

► points communs et distinctions entre discriminations et inégalités,

► typologie des modalités d'intervention.



Avec La fédération départementale des centres sociaux du Val d'Oise



Perspectives 2019

- Poursuite de l'atelier avec 3 à 4 rencontres par an, dans une démarche de « laboratoire » et de mise en réseau.

SOUTENIR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TERRITORIAL ENDOGÈNE



Puisque l'essence même du développement local est de s'appuyer sur les ressources territoriales produites par et pour les habitants, les richesses créées et leur redistribution sont donc à apprivoiser par une focale renouvelée. Trois entrées ont ainsi été retenues : le développement économique territorial pour (re)donner du sens à l'économie dans l'action publique ; sens qui, soutenu et renforcé par l'innovation sociale et l'Économie sociale et solidaire permet la coopération territoriale ; une solidarité locale qui assure la création et le maintien d'emplois de qualité au service notamment de ceux qui en sont le plus éloignés.

► Pour un développement économique territorial

Analyse des piliers développement économique des contrats de ville du Val d'Oise

Développement économique et Politique de la ville. Focus sur les contrats de ville du Val d'Oise, janvier, 8 p

A partir d'une lecture croisée des contenus stratégiques et opérationnels des piliers « développement de l'activité économique et de l'emploi » des 8 contrats de ville du département, cette note dresse un panorama et analyse les tendances locales, tant en terme d'ambitions que de priorités des territoires. Cette synthèse a notamment été enrichie d'éléments d'une monographie interne plus large dédiée à l'emploi, réalisée en collaboration avec Camille Le Boeuf, étudiante à Sciences Po Paris, en stage au Pôle ressources de mai à juillet 2017.

<https://poleressources95.org/developpement-economique-et-politique-de-la-ville-focus-sur-les-contrats-de-ville-du-val-doise/>



Journée thématique : Les quartiers prioritaires, des alliés du développement économique territorial

16 janvier
1 journée
94 participants

Les contrats de ville, à travers le pilier « Développement économique et emploi », font explicitement de l'attractivité et du développement économique un levier prioritaire pour la réduction des inégalités sociales et territoriales. Concevoir un développement économique local inclusif pour les habitants des quartiers prioritaires, articuler les dispositifs et faciliter la transversalité entre acteurs jusque-là rarement mobilisés conjointement, constituent dorénavant des enjeux majeurs. Parallèlement, l'évolution récente du périmètre des EPCI et de leurs compétences, engendrée notamment par les lois NOTRe, Alur et Maptam, bien que contribuant à les renforcer, complexifie ce travail.

Dans ce contexte, à mi-parcours de la contractualisation 2015/2020, cette journée a été proposée afin de se familiariser avec le développement économique territorial, en intégrant notamment l'étude inédite sur la conjoncture des EPCI du Val d'Oise menée par Olivier Portier, une analyse des ambitions des contrats de ville locaux. De la théorie à la pratique, développement économique territorial : de quoi parle-t-on ? Quelles tendances dans le Val d'Oise ? Comment lier droit commun et dispositifs spécifiques en faveur du développement économique des quartiers ? Pour quelles pratiques et dynamiques inspirantes localement ?

Une grande première pour le Pôle ressources et le territoire du Val d'Oise de consacrer une journée d'étude et réflexion au sujet du développement économique et de la Politique de la ville. Françoise COURTIN, Vice-Présidente chargée des solidarités urbaines à la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise, a introduit cette journée, qui a permis de dresser un état des lieux et un partage de connaissances entre des professionnels

d'horizons très divers, peu acculturés pour la plupart au développement économique en tant que tel. Après le temps théorique de la matinée, des ateliers thématiques (création d'activité et entrepreneuriat, parrainage et RSE, offre de services de proximité, insertion professionnelle et emploi...) sont venus illustrer, soit des dispositifs dédiés du national au local, soit des actions et pratiques inspirantes du territoire. L'occasion de s'approprier collectivement de nouvelles approches, de développer l'interconnaissance et de porter un regard large sur ce qui existe sur le territoire.



Avec Olivier Portier (OPConseil), analyste territorial ; la Caisse des Dépôts et Consignations Île-de-France ; Initiative 95 ; le Bus de l'Initiative ; Coopérative d'Activités et d'Emploi Port Parallèle ; les Déterminés ; le CGET ; Aéroports de Paris ; EPARECA ; la Préfecture du Val d'Oise ; la Ressourcerie d'Imaj 95 ; la Workerie ; la DIRECCTE 95 ; SomanyWays ; la Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France

Tout au long de la journée, l'exposition "J'entreprends dans mon quartier" créée par Initiative 95, était visible. Composée de portraits d'habitants valdoisiens, elle vise à sensibiliser le grand public à l'entrepreneuriat tout en mettant en exergue des parcours volontaires de personnes issues de quartiers prioritaires. Enfin, pour agrémenter la fin de la pause méridienne, Abiola Abaonrin, co-fondateur d'*Argot, a présenté cette revue numérique spécialisée dans le développement économique des quartiers.



SOUTENIR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TERRITORIAL ENDOGÈNE

Les dynamiques socio-économiques territoriales des EPCI du Val d'Oise

Panorama général, grille de lecture et illustrations, OPConseil & Pôle ressources, janvier 2018, 41p.



Cette étude, commandée en juillet 2017 dans la perspective de la journée thématique précédemment citée, synthétise les fondamentaux du développement territorial tout en y adossant une analyse du fonctionnement socio-économique des intercommunalités du département. Après une présentation contre-intuitive de la façon d'analyser les dynamiques territoriales (telle que la croissance économique ne génère pas nécessairement du développement social, la création d'emploi ne favorise pas nécessairement une baisse de la demande de l'emploi, les territoires urbains ne constituent pas de véritables pôle de redistribution de richesses...), Olivier Portier a présenté une nouvelle grille de lecture favorisant les changements de représentation dans la compréhension des dynamiques économiques territoriales contemporaines. Une grille construite en s'appuyant notamment sur les travaux de Laurent Davezies et développée dans le cadre d'études pour l'Adcf au niveau national. En lien avec cette approche renouvelée du développement économique territorial, a également été produit un traitement spécifique de données valdoisiennes analysées et cartographiées à l'échelle des EPCI du département, avec :

- les logiques de captation de revenu du macro au micro local,
- les impacts de la consommation locale sur les dynamiques de création d'emploi dit présentiel,
- les transferts de richesse qui s'opèrent entre intercommunalités via les migrations domicile-travail des actifs en emploi,
- les dynamiques de création d'emploi, illustration de la dynamique économique,
- la situation sociale à la lecture du niveau de revenu et de pauvreté des populations résidentes.

<https://poleressources95.org/les-dynamiques-socio-economiques-territoriales-des-epci-du-val-doise/>

Soirée des élus et directions dédiée au développement économique territorial

14 mai
1 soirée
8 participants

L'occasion de s'approprier collectivement l'approche proposée par Olivier Portier dans le cadre de son étude précédemment citée. Une façon également d'appréhender l'interdépendance des territoires valdoisiens et franciliens, tout en portant à discussion la place des solidarités dans les projets de territoire. Parmi les présents, le sénateur Alain Richard, des élus d'agglomération et de communes mais aussi des directions de services développement économique et urbanisme venus pour partager les regards et analyses face à cette lecture territoriale « contre-intuitive ».

Appui-Accompagnement : Séminaire de la création d'activité de la Communauté d'Agglomération Val Parisis

8 octobre
1 demi-journée
44 participants

Sous l'initiative du service développement économique, dans un contexte du renouvellement de la convention CitésLab, l'agglomération a souhaité apporter la première pierre à l'édifice d'un réseau d'acteurs de la création économique sur ce jeune territoire intercommunal. Co-conçu et animé par le Pôle ressources, ce séminaire de lancement s'est décliné de la façon suivante :

- 1) Présentation du diagnostic réalisé par le service développement économique de l'agglomération,
- 2) Mise au travail sous la forme d'un « forum ouvert » autour de 4 enjeux prioritaires :
 - lisibilité de l'offre d'accompagnement,
 - attractivité du territoire et ses caractéristiques,
 - nouveaux outils d'accompagnement,
 - aller à la rencontre des publics les plus distants.

► Innovation sociale, Économie Sociale et Solidaire et coopérations territoriales

Rencontre thématique : Innovation sociale, concept et appropriation

Les acteurs de la Politique de la ville sont à la fois producteurs et vecteurs d'expérimentations sociales par les initiatives locales qu'ils impulsent ou contribuent à créer sur leurs territoires d'exercice. Par ailleurs, du national au local, ces mêmes acteurs sont de plus en plus amenés à qualifier leur activité sous le spectre de l'innovation sociale, sans forcément en maîtriser de façon commune les fondements, principes et grilles de lecture. Quels fondamentaux est-il nécessaire de partager ? Quelles grilles de lecture pour qualifier l'innovation ?

26 septembre
1 demi-journée
65 participants



Avec l'Institut Godin - le 1er Centre de transfert en innovation sociale de France

Journée d'études : Innovation sociale, appropriation et mise en pratique Projets RER (Garges-Sarcelles) et FoodLab (Goussainville)

La finalité de la journée (suite du temps de sensibilisation générale du 26 septembre), consistait à amener les principales parties prenantes des projets RER & Foodlab, portés par Fatima Idhammou, à identifier par elles-mêmes les éléments d'innovation sociale (IS) mobilisés et d'y adosser potentiellement des recommandations. Parmi les parties prenantes, une quinzaine de professionnels issus des structures suivantes : Projet RER, Foodlab, incubateur culinaire, ville de Goussainville, Communauté d'agglomération Roissy Pays de France, Initiative 95, Conseil départemental. Construite autour d'un outil proposé par l'Institut Godin, l'enjeu de cette journée impulsé par le Pôle ressources, était, en plus de celui de s'approprier collectivement les projets, de s'exercer aux mécanismes d'observation et de qualification des marqueurs d'Innovation sociale à partir d'un objet donné au vue de leur échelle de grandeur respective et d'un questionnement lié.

16 octobre
1 journée
14 participants



Globalement, la journée aura permis de décomplexifier le regard des participants quant à l'Innovation Sociale et à son analyse. A titre individuel, elle aura même « fait changer de lunettes » certains vis-à-vis de l'IS, considérée jusque-là comme un outil d'évaluation/notification (et non pas comme un support de réflexion collective).

Par rapport aux projets RER & Foodlab, ce temps collectif aura permis de repositionner le sens global de ce double projet au coeur de la réflexion (voir de l'acter pour certains.) Mais aussi de prendre du recul quant aux multiples objectifs et enjeux sous-tendus, de prendre la

mesure de leur interdépendance et complexité. Enfin, ont été mises en exergue les nombreuses opportunités de développement à moyen et long terme du projet, notamment en matière de création de liens (voire de systèmes) intersectoriels et géographiques. A l'issue de la journée, la porteuse de projet a exprimé le sentiment d'être rassurée quant à l'émergence d'une vision commune du projet par les parties prenantes présentes. Leur capacité à retranscrire le sens global en sort confortée et renforcée. Au-delà, le climat de confiance et de bienveillance qui entoure le projet est confirmé. La spécificité de l'IS globale du projet résiderait non pas dans son aspect organisationnel, mais interstructurel. Les projets étant en émergence, il sera intéressant d'observer à court/moyen terme, lorsque les deux structures seront effectives, la construction et la consolidation des espaces de logique et cellules intermédiaires dans le maillage territorial et sectoriel produit.

SOUTENIR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TERRITORIAL ENDOGÈNE

Appui-Accompagnement : Trophées de l'ESS

Pour cette seconde édition des trophées de l'ESS, impulsés par l'agglomération Roissy Pays de France, avec toujours 4 prix d'une valeur de 3000 euros, les thématiques spécifiques retenues portaient sur : la coopération inter-structures ou la mutualisation des emplois ; la création de nouveaux services ou encore l'insertion professionnelle des habitants. Décernés aux projets les plus innovants socialement des structures ayant candidatées, les lauréats 2018 ont été :

- DK-Bel, pour ses créations de prêt-à-porter solidaires & responsables,
- Espoir et Création, pour son web média « Urban Street Reporter », développé par et pour les jeunes,
- Dentis, pour son bus de la santé,
- AIP, pour son action de mutualisation de l'accompagnement des publics en parcours d'insertion.

Le Pôle ressources a pris place activement à la démarche en appuyant l'élaboration du cahier des charges des trophées (choix des thématiques, critères et indicateurs) puis en tant que membre du jury au côté de l'agglomération, la Région Île-de-France, la DIRECCTE 95, l'ADESS 95, Initiative 95, Afile 77.

Juillet à novembre
4 demi-journées

Appui-Accompagnement : Candidature au Territoire French Impact



Le Pôle ressources est membre du Collectif lauréat avec l'ADESS en tant que « facilitateur d'innovation sociale ». Les autres membres étant ceux de l'accompagnement à la création d'activité, à savoir : Initiative 95, Afile 77, Creative et CAE Port parallèle.

Deux temps de réflexion ont été programmés pour co-construire avec les partenaires de la Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France, la candidature à cette labellisation en vue de renforcer le soutien à l'émergence, au développement et à l'essaimage des innovations sociales sur le territoire. Trois défis portant sur les thématiques suivantes ont été identifiés : mobilité inclusive, agriculture urbaine et économie circulaire.

Juillet à novembre
2 demi-journées

Les acteurs associatifs œuvrant dans les quartiers prioritaires

Étude des associations financées par la Politique de la ville, œuvrant dans les quartiers

Le Pôle ressources a développé une étude, au travers d'une mission de stage de 6 mois, réalisée par Gabriel Czarnobroda, étudiant en Magistère Aménagement à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, sur les associations œuvrant dans les quartiers prioritaires et financés par le BOP 147 en 2017. Cette étude visait à mieux connaître la réalité de ces acteurs, en lien avec l'évolution de leurs financements, dans un contexte national de suppression des emplois aidés et de baisse des dotations des collectivités.

Cette étude, avant tout qualitative, a été menée sur une période de 6 mois, au travers d'entretiens avec :

- 2 représentants des services de l'État,
- les chefs de projets Politique de la ville (entretiens téléphoniques courts),
- 16 associations de taille, d'interventions et de missions diverses : ESSIVAM, APCE 95, Initiative 95, Ecole et Famille, Collectif Fusion, Mission Locale de la Vallée de Montmorency, Espoir Du Val d'Oise (EDVO), Aiguillage, Club d'Athlétisme Groupé Arnouville Gonesse Villiers le Bel (CAGAGV), Euréka, 100 transitions, Double Face, Valdocco, Home Culture, Objectif réussite, Art&Muses.

Restitution de l'étude auprès des acteurs

Cette étude a été restituée aux acteurs associatifs interrogés dans ce cadre ainsi qu'aux chefs de projet Politique de la ville le 18 décembre 2018. 178 actions avaient été portées par des associations en 2017 sur les financements Politique de la ville, pour un total de 248 actions, soit 72% des actions financées. L'étude a notamment mis en lumière la prépondérance d'interventions des associations sur le pilier cohésion sociale et une précarisation financière de ces acteurs, engendrant la multiplication des sources de financements et une difficulté à faire face aux lourdeurs administratives en conséquence (dossiers de subvention, bilans...). Les associations déplorent un manque de visibilité sur les évolutions des financements, dont ceux de la Politique de la ville, empêchant une projection sur le long terme.

18 décembre
1 demi-journée
15 participants

Appui-Accompagnement : Membre du comité d'appui technique DLA, porté par Initiative 95

Le Dispositif local d'accompagnement (DLA) est destiné à soutenir l'activité et l'emploi dans le secteur de l'ESS. En tant que membre du comité d'appui technique du DLA porté localement par Initiative 95, le Pôle ressources participe autant que possible aux comités menés dans l'année. Cette instance consultative est chargée d'émettre un avis technique sur les diagnostics effectués, le plan d'accompagnement et les actions d'appui préconisées. Les membres du comité (acteurs associatifs, institutionnels, têtes de réseau,...) affinent les diagnostics et apportent un regard complémentaire sur l'accompagnement proposé.

Janvier à novembre
4 demi-journées

► Emploi et insertion professionnelle

Appui-Accompagnement : Charte locale d'insertion ANRU - Val Parisis

Le Pôle ressources a participé à deux réunions de travail consacrées à la méthodologie de construction de la charte locale d'insertion du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine et des modalités d'attribution des clauses sociales dans les futurs marchés :

- 1) réunion de lancement / tiers facilitateur et observateur,
- 2) appui technique à la conception du modèle de gouvernance multipartenariale de cette procédure et benchmark territorial.

Juin à juillet
2 demi-journées

Appui-Accompagnement : Co-construction de la conférence dédiée à l'emploi mutualisé. Mois de l'ESS Roissy Pays de France

Dans un contexte de résilience des territoires, quelles peuvent être les opportunités micro-locales à mutualiser de l'emploi ? Quelles sont les différentes formes d'emploi mutualisées existantes et/ou en émergence ? Quelles précautions et préconisations à la structuration de la mutualisation ? Après une présentation magistrale, les principaux partenaires de l'emploi présents autour de la table ronde ont mis en exergue l'intérêt à mutualiser des emplois interstructures et les dispositifs de soutien qu'ils proposent. La matinée s'est terminée par un temps d'interconnaissance sous forme de speed-meeting entre les participants, deux groupements d'employeurs et un collectif d'emploi mutualisé du territoire.

19 octobre
1 journée
41 personnes



Avec l'Agglomération Roissy Pays de France ; l'Université de Marne la Vallée ; la DIRECCTE 95 ; Initiative 95 ; Entrepreneures salariées Noeto & CAE Port parallèle ; l'association Alterego ; GEYVO Ile de France et ClefJob.

SOUTENIR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TERRITORIAL ENDOGÈNE

Appui-accompagnement dans le cadre du Plan Régional d'Insertion pour la Jeunesse des quartiers prioritaires (PRIJ)

Le Pôle ressource a co-animé, pour la Préfecture de région, une rencontre menée dans le cadre du PRIJ, lors d'une matinée autour de trois ateliers de retour d'expériences avec les acteurs en charge de sa mise en œuvre et de jeunes bénéficiaires. Visant à permettre l'échange de pratiques, il s'agissait plus spécifiquement de faire entendre la parole des jeunes, leurs retours d'expériences, leur témoignage sur leur parcours d'insertion ; de présenter et valoriser des actions de qualité participant à l'insertion des jeunes et de créer un échange entre jeunes et acteurs de l'insertion.

La matinée s'est déroulée en 3 temps :

- ▶ Atelier 1 : Comment aller vers les jeunes et établir un lien de confiance ?
- ▶ Atelier 2 : Quels leviers socio-culturels pour créer un parcours adapté aux besoins des jeunes ?
- ▶ Atelier 3 : Comment faciliter l'accès à la formation et à l'emploi ?



Avec les centres de ressources politique de la ville Profession Banlieue (93) et le CRPVE (91).





Participation à des formations ou des réunions locales, régionales, nationales

- La jeunesse face aux inégalités, Observatoire des inégalités, 20 novembre, Paris,
- Innovation sociale, renouvellement des coopérations territoriales, Avise, 17 mai, Paris,
- Journée dédiée au développement économique « Cité Cap », Réso villes, 2 juin, Rennes,
- « Entreprises et ESS : partenaires au service de l'innovation sociale ? », Ville d'Argenteuil, 15 novembre, Argenteuil,
- Politique de la Ville et ESS, RTES, 18 septembre, Saint-Denis,
- La relève scientifique, CGET, 27 février, Nanterre,
- Développer et accompagner des projets en agriculture urbaine : enjeux et questions techniques, IAU-IDF, 23 mai et 6 juin, Paris,
- Développement territorial : une recomposition à l'oeuvre ?, Carrefour des métiers et Unadel : regard croisé des réalités québécoise et française, 19 mars, Paris,
- Mise en place du « comptoir des initiatives », Roissy Pays de France, 7 juillet, Sarcelles,
- Comité technique, CAE Port Parallèle, 11 mars, Garges-lès-Gonesse,
- Réunion relative au plan d'insertion des jeunes des quartiers, Préfecture d'Île-de-France, 22 janvier, Paris.



Perspectives 2019

Pour un développement économique territorial

- Transfert outils et ingénierie - Institut Godin vers le Pôle,
- Évaluation participative du volet développement économique et emploi d'un contrat de ville (AMI),
- Animation du PaQte (sous réserve),
- Foncier, immobilier d'entreprise et revitalisation commerciale - Entrée partenariale / mise en réseau de acteurs (AORIF, Initiative 95 et services Villes / agglo), opportunité essaimage démarche ayant fait leur preuve (boutique à l'essai, comptoir, sites de production activité circulaire...),
- Sensibilisation au développement économique dans les quartiers (ESS, entrepreneuriat social/ entrepreneuriat engagé, dispositifs d'accompagnement à la création d'entreprise. etc).

Innovation sociale, ESS et coopérations territoriales

- Cycle de qualification sur la commande publique responsable,
- Soutien à l'innovation sociale et renforcement de l'écosystème de quelques projets phares (porteurs projets et/ou projet de territoire),
- Partie prenante en tant que " facilitateur d'innovation sociale " du Collectif Territoire French Impact Est Val d'Oise,
- Accompagnement et soutien aux acteurs associatifs des QPV,
- Partie prenante du comité DLA départemental.

Emploi et insertion professionnelle

- Mise en réseau des acteurs de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes,
- L'insertion socioprofessionnelle des jeunes : quel(s) écosystème(s),
- Accompagner l'évolution des pratiques professionnelles des acteurs de l'insertion socioprofessionnelle,
- Cycle de qualification sur l'insertion socio-professionnelle des jeunes (avec notamment une journée des équipes des Missions locales du Val d'Oise).

PORTER L'EXPRESSION DES QUARTIERS POPULAIRES



L'imaginaire entourant les quartiers populaires est largement négatif, se nourrissant de discours simplistes, de reportages chocs, d'appellations maladroites « zones urbaines sensibles » mais aussi d'éléments objectifs (gigantisme, délinquance, concentration des difficultés...). Cette image impacte les habitants (stigmates, discriminations), renforce les logiques de ségrégation et tend à décourager les acteurs locaux. Transformer ce regard en le rendant plus juste constitue dès lors un impératif. Cela passe par un travail en « dedans », - c'est le quotidien de la Politique de la ville -, et vers le « dehors » en donnant à voir les forces et fiertés de ces quartiers (réseaux de solidarité, créativité, dynamisme de la jeunesse) tout en soutenant la parole et l'expression d'habitants trop souvent mis de côté.

► Rapport biennal : 4^{ème} démarche de recueil de la parole des habitants des quartiers

Depuis 2011, le Pôle ressources et la fédération des centres sociaux du Val d'Oise sont engagés dans une démarche nationale - portée par leurs réseaux respectifs - de recueil et de valorisation de paroles d'habitants des quartiers populaires. Après 3 rapports : « On voudrait entendre crier toutes les voix de nos cités » en 2012 ; « Ils ne savent pas ce qu'on pense » en 2014 et « Tisser la confiance » en 2016, le 4^{ème} rapport revient sur les bases du premier, visant à recueillir un regard global des habitants sur leur vécu et la situation de leurs quartiers. Les habitants de 12 territoires ont participé à la démarche sur 7 régions... avec une coordination nationale par la fédération des centres sociaux et Question de ville.

Co-animation des démarches locales de recueil de la parole des habitants des quartiers

Le Pôle ressources a co-animé localement cette démarche, menée entre février et avril 2018, au travers 6 séances sur 2 territoires en Politique de la ville, à Sannois et Osny, pour recueillir la parole des habitants, approfondir et analyser collectivement, puis faire émerger des propositions pour améliorer la situation des quartiers. La démarche a été menée en partenariat avec le centre social Déclit à Osny (13 habitants du quartier du Moulinard se sont mobilisés sur trois séances). A Sannois, en lien avec le service Politique de la ville, l' élu en charge de cette compétence et le CCAS dans le cadre de la création d'un centre social sur le quartier Bas des Aulnaies - Carreaux fleuris, ce sont près d'une vingtaine d'habitants qui se sont également retrouvés pour trois temps d'échanges, qui ont ici abouti à une 4^{ème} rencontre visant à partager, avec plusieurs élus locaux, le regard porté sur un quartier concerné pour partie par un Programme de Renouvellement Urbain.

Les deux démarches, menées parallèlement et co-animées avec les acteurs locaux et la fédération départementale des centres sociaux, ont été l'occasion de :

- recueillir une parole brute sur le quartier, ses forces, ses faiblesses et dysfonctionnements,
- analyser la nature des difficultés rencontrées, leurs localisations et intensités pour ensuite identifier des besoins partagés,
- définir des enjeux pour répondre à ces besoins.

A Sannois, elles ont donné lieu à un livret spécifique au quartier.

Participation à la dynamique nationale pour l'élaboration du rapport

Le Pôle ressources a également contribué au pilotage de l'intégralité de la démarche visant à mettre en commun et en perspective les éléments produits sur 12 sites (2 en région Centre - Val de Loire, 2 dans le Grand Est, 2 en Bourgogne-Franche-Comté, 1 en Auvergne-Rhône-Alpes, 1 en Provence-Alpes-Côte d'Azur, 1 en Pays de la Loire et 3 en Île-de-France).

Ce 4ème rapport a mis en évidence une parole souvent sombre, au regard de difficultés souvent enkystées et dans des contextes où être écouté peut s'avérer compliqué. Il est surtout l'occasion de rappeler l'importance d'entendre la parole des habitants, qui constitue une partie essentielle des solutions à construire et alors même que les services de proximité sont en recul. Ce dernier opus est ainsi l'opportunité, tant pour les centres sociaux que pour les Centres de Ressources Politique de la Ville, de mettre en évidence l'importance :

- d'accompagner le développement du pouvoir d'agir de tous les habitants pour faire face aux injustices du quotidien,
- d'accompagner la création et le fonctionnement de collectifs d'habitants sur des questions importantes pour eux,
- d'interroger les modes de faire (politiques et techniques) pour les mettre en conformité avec ces enjeux,
- de questionner les pratiques des professionnels et bénévoles afin de reconnaître l'importance et la singularité de la parole des habitants.



Perspectives 2019

- Publication du 4ème rapport biennal et temps d'interpellation national avec Question de ville, la Fédération Nationale des Centres sociaux et Ville et Banlieue,
- Présentation du rapport biennal dans le cadre d'une journée dédiée à la participation des habitants.

► Démarche « Pour une image plus juste des quartiers du Val d'Oise »

Le Président de la République a lancé, dans son discours du 14 novembre 2017, un plan de Mobilisation nationale en faveur des quartiers prioritaires et de leurs habitants, reposant sur la co-construction et l'association des parties prenantes. Cette mobilisation s'est traduite concrètement par l'organisation de rencontres territoriales autour des thèmes majeurs qui fondent la Politique de la ville. Dans le Val d'Oise, le Préfet a initié une démarche visant à soutenir une image plus juste des quartiers prioritaires du département, au regard de la transversalité du sujet, amenant par ailleurs à mobiliser des acteurs oeuvrant en direction des habitants des quartiers et des acteurs plus extérieurs.

Convaincu de l'intérêt de travailler sur l'image des quartiers, le Pôle ressources a accompagné les travaux engagés, ce qui s'est traduit par la mise en place de 3 temps, avec pour volonté de :

- croiser les regards,
- produire une réflexion sur le sujet à partir des participants,
- créer les conditions pour la mise en œuvre d'actions consacrées à ce sujet.



PORTER L'EXPRESSION DES QUARTIERS POPULAIRES

Un forum contributif pour une image plus juste des quartiers prioritaires du Val d'Oise

Plus de 80 personnes ont participé à cette première étape qui s'est tenue en Préfecture du Val d'Oise, avec pour objectif de s'emparer du sujet :

- ▶ Quelle est l'image des quartiers ? Comment s'est-elle construite ?
- ▶ Que serait une image plus juste des quartiers du Val d'Oise ?
- ▶ Comment promouvoir cette image juste ? Quelles « forces » et « fiertés » promouvoir pour contrebalancer l'image actuelle ?

De ces premiers travaux, se sont dégagés plusieurs constats, dont des difficultés réelles (un cadre de vie marqué par le gigantisme de l'urbanisme, un enclavement physique, une forte concentration des difficultés socioéconomiques, des incivilités et de la délinquance) auxquels se réduisent trop souvent les discours politico-médiatiques. En ressort une image de quartiers dangereux, de populations à risque dont la citoyenneté est largement remise en cause. Pourtant, il existe de réelles sources de fierté au sein de ces territoires, qui comptent une jeunesse ambitieuse et porteuse d'espoir et sont riches de la vitalité des histoires collectives, des réussites individuelles, d'une solidarité souvent informelle, d'une grande diversité culturelle et d'un dynamisme associatif et citoyen.

Cette rencontre a permis d'identifier deux grandes modalités d'action pour améliorer l'image des quartiers. Tout d'abord, « agir sur le dedans », autrement dit le quotidien des acteurs de la Politique de la ville, et également, « agir sur le dehors » en mettant en avant ce qui fait la fierté des habitants de ces territoires et qui est trop peu visible :



Trois ateliers territorialisés pour passer de l'idée à l'action

107 participants ont contribué à cette seconde étape de la démarche engagée. Ces trois ateliers territorialisés (Argenteuil, Sarcelles, Cergy) ont permis de toucher un panel d'acteurs plus large, avec pour volonté d'étendre la réflexion en s'appuyant sur les « forces vives » œuvrant au cœur des quartiers (associations, services municipaux, conseillers citoyens, adultes-relais). A partir des 5 thèmes retenus lors du temps #1, ces ateliers ont été l'occasion de passer de l'idée à l'action en définissant des pistes pour valoriser ce qui fait la fierté des quartiers prioritaires valdoisiens. De ces travaux, 21 propositions ont émergé, parfois complémentaires, tout en tirant de nouveaux enseignements :

- ▶ la difficulté à travailler sur « le dehors » pour des acteurs dont le quotidien est consacré aux habitants des quartiers, à produire des réponses à leurs besoins et aux enjeux relatifs au développement de ces territoires,
- ▶ le caractère négatif du mot « quartier prioritaire » qui accentue la séparation avec le reste de la ville,
- ▶ l'importance d'agir à toutes les échelles, dans la ville, l'EPCI, le département, la région et l'ensemble du pays,
- ▶ l'intérêt pour les approches évènementielles qui marquent les esprits, tout en s'inscrivant dans des démarches collectives et mutualisées,
- ▶ l'importance d'investir les médias pour porter la diversité des paroles présentes dans les quartiers,
- ▶ la spécificité de l'image des jeunes jugée encore plus stigmatisée alors qu'ils sont le devenir de ces quartiers et de la société.

Temps #1
15 février
1 soirée
80 participants

Temps #2
12 avril, 24 mai, 31 mai
3 soirées
107 participants

Temps #3 - 1 atelier pour passer de l'idée à l'action

Temps #3
25 septembre
1 soirée
52 participants

Cette troisième étape de la démarche a réuni 52 participants pour mettre en commun, enrichir et prioriser les actions envisagées. Les travaux ont ainsi été l'occasion de constituer librement des groupes de travail autour six thématiques :

- ▶ **Histoire des quartiers** : organisation d'une quinzaine culturelle dédiée à l'histoire des quartiers à l'échelle du Val d'Oise. Il s'agirait d'une manifestation itinérante construite à partir des photos, récits, témoignages et intégrant des balades urbaines,
- ▶ **La jeunesse des quartiers** : mise en avant des parcours individuels (pluralité des parcours) des jeunes des quartiers en s'appuyant sur des relais d'opinion (médias, CCI, élus, entrepreneurs...),
- ▶ **La diversité culturelle à travers les langues** : organisation d'un évènement consacré à la richesse des langues en mobilisant les quartiers, les villes, les EPCI et le département,
- ▶ **Les médias** : formation/sensibilisation/accompagnement pour encourager le développement de médias locaux par la sensibilisation (au sein de l'école, des collèges par exemple) et soutenir les médias existant en accompagnant leur développement,
- ▶ **La vitalité des quartiers** : organisation d'une roulotte itinérante se déplaçant dans le département ou l'EPCI pour promouvoir le « vivre ensemble » à partir des acteurs locaux,
- ▶ **Les talents des quartiers** : organisation d'une manifestation artistique inter-quartiers (concernant l'ensemble des villes) ouverte aux artistes des quartiers.

La démarche initiée appelle la concrétisation des actions envisagées, que ce soit dans le cadre des groupes de travail qui se sont constitués au gré des rencontres, ou en s'inspirant des idées proposées pour les développer localement. Passer de l'idée à l'action reste un défi, d'autant que la coopération est posée comme une condition de réussite, alors qu'elle se situe à des échelles peu habituelles.

Au-delà du plaisir à échanger et co-construire, de l'envie d'agir dès que possible, ces temps ont été l'occasion d'une prise de distance par rapport au sujet pour en identifier les ressorts :



Perspectives 2019

- Accompagnement des projets envisagés en vue de les concrétiser, création d'espaces de réflexion critique consacrés à l'image des quartiers (les médias dans les quartiers, image des quartiers et politiques publiques...).



Pôle Ressources

Ville et développement social

Contact :

Pôle ressources ville et développement social

39 rue des Bussys, 95600 Eaubonne

01.34.05.17.17

www.poleressources95.org